

5

1850
1851
1852
1853
1854
1855
1856
1857
1858
1859
1860
1861
1862
1863
1864
1865
1866
1867
1868
1869
1870
1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900

CASASUS

La Question
De L'Argen
Et Du Mexique

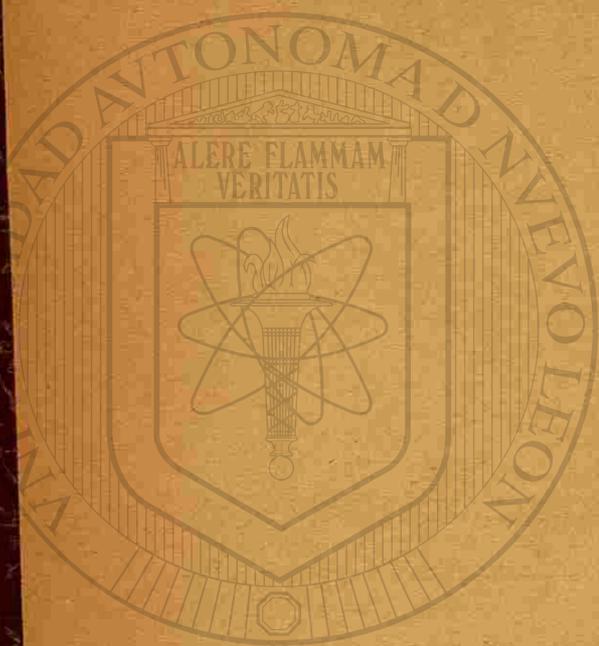
HG665

04

A. C.



1020025457

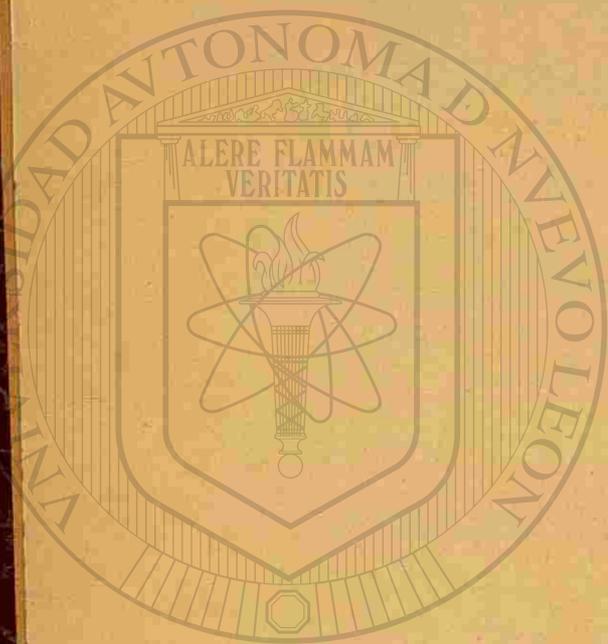


UANL

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN



DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS



UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

LA

QUESTION DE L'ARGENT

AU MEXIQUE

MATÉRIAUX PRÉSENTÉS

par **Joaquin D. CASASUS**

DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT MEXICAIN

A la Conférence internationale monétaire de Bruxelles.



PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CENTRALES DES CHEMINS DE FER

IMPRIMERIE CHAIX

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE CINQ MILLIONS

Rue Bergère, 20
1892

FONDO
RICARDO COVARRUBIAS

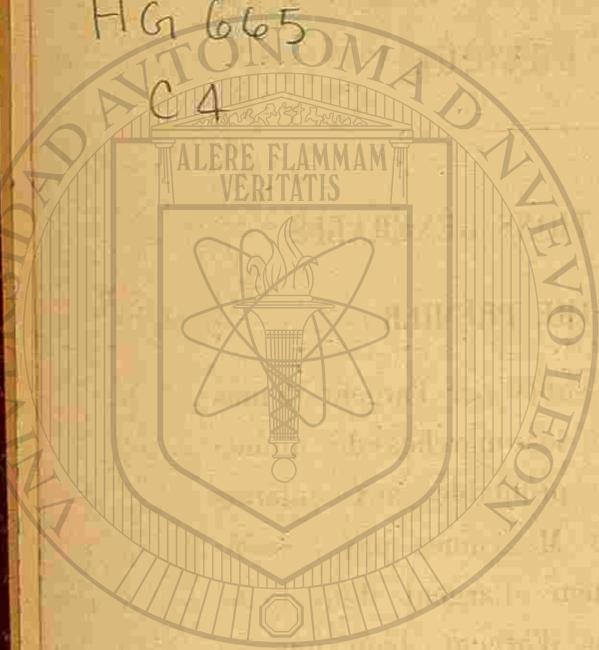
86083

21977

339
C.

HG 665

C4



DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

LA QUESTION DE L'ARGENT

AU MEXIQUE

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE PREMIER

La dépréciation subie par l'argent depuis l'année 1873, sur les marchés du monde a-t-elle pu être profitable aux intérêts de la République Mexicaine, pays essentiellement producteur d'argent dont l'étalon monétaire est d'argent, bien que sa monnaie ait pour base le double étalon dans la proportion de 1 à 16; ou, au contraire, les bouleversements que le commerce des nations a éprouvés ont-ils arrêté sa croissante prospérité et causé des malheurs graves et intenses qui affectent sa capacité productrice, diminuent sa puissance consommatrice,

troublent ses changes intérieurs et extérieurs et entravent le développement naturel de ses richesses?

Un problème plus difficile ne pourrait être soumis à des hommes qui se consacrent à l'étude des questions d'économie politique!

Nous n'avons pas la prétention de le résoudre et, encore moins, de trouver une solution satisfaisante.

Les questions monétaires sont de celles sur lesquelles l'accord unanime des hommes de science n'a jamais eu lieu; c'est pourquoi elles restent presque seules, entourées d'ombres épaisses que l'investigation patiente et l'analyse profonde n'ont pu pénétrer.

Si le développement plus rapide et facile de la richesse publique peut être atteint plus sûrement quand la monnaie en circulation augmente, ou s'il s'acquiert avec plus de lenteur, mais avec plus de stabilité, quand les signes de change existants ne stimulent pas d'une manière exagérée la production;

si l'augmentation ou la diminution de la quantité de monnaie en circulation et la plus grande stabilité de sa valeur dépend de l'emploi d'un seul métal comme étalon; ou si, au contraire, l'étalon double, formé avec les métaux or et argent, fixant une relation entre la valeur des deux est appelé à donner une plus solide garantie aux intérêts commerciaux du monde: ce sont là des questions encore sujettes à discussion et sur lesquelles le dernier mot n'a pas encore été dit.

Ce n'est pas nous certainement qui ferons jaillir la lumière de ce chaos, ni qui contribuerons à l'éclairer, quand des hommes de science distingués et de grandes célébrités se dédient spécialement à cette tâche. Notre mission est plus humble. En vue de la Conférence monétaire internationale, convoquée par le Gouvernement des États-Unis, nous voulons présenter notre opinion personnelle au sujet du problème monétaire en ce qui touche les

intérêts du Mexique et réunir les matériaux dispersés qui permettront d'étudier les effets produits par la dépréciation de l'argent dans cette République de l'Amérique et faire connaître les dangers que l'on doit éviter en rétablissant l'équilibre troublé de la circulation monétaire.

Des économistes intelligents, des financiers habiles et des commerçants studieux ont affirmé, soit dans les enquêtes monétaires qui ont eu lieu dans toutes les nations, soit dans les congrès monétaires internationaux qui se sont réunis en Europe, que ce ne sont pas les pays qui ont comme étalon le métal blanc qui souffrent le plus de la dépréciation de l'argent ; que les pays producteurs de ce métal voient avec usure se compenser la diminution de sa valeur à l'étranger par l'accroissement de leur production agricole et industrielle, qui tend à remplacer l'argent entre les marchandises exportables ; qu'ils n'ont eu à subir une hausse générale

sur les prix qui révèle une diminution de la puissance d'acquisition de la monnaie en circulation, que même l'effet des fluctuations des changes internationaux n'a laissé de traces profondes parce qu'ils ont peu monté, soit à cause de ce que la baisse de l'argent a été lente et successive, soit parce que les instruments de crédit, desquels on peut faire usage, mettent les commerçants à même de se mettre en garde contre les pertes possibles, et qu'enfin ni la hausse des prix, si elle avait eu lieu, pourrait accuser une baisse de la puissance d'acquisition de la monnaie d'argent, parce que celle-ci se verrait suffisamment compensée par la diminution des prix dans les pays dont l'étalon monétaire est l'or, laquelle permet d'acheter une égale quantité de marchandises avec une quantité égale de monnaie, avant et après la dépréciation de l'argent.

Rien, cependant, n'est plus inexact que toutes ces affirmations minées par une er-

reur qui leur est commune, à savoir une généralisation vicieuse.

Il est indiscutable que les effets produits par la dépréciation de l'argent dans les pays producteurs de ce métal, différencient de ceux qu'apporte avec elle l'appréciation de l'or dans les pays monométallistes or, ou dans ceux où l'argent fait office de monnaie fiduciaire, soutenue artificiellement au pair avec l'or; que la question soumise à l'étude chez les uns et chez les autres présente des aspects divers; mais on ne peut mettre en doute que partout la richesse publique ne souffre profondément à cause du malaise qu'ont occasionné les bouleversements de la circulation monétaire, bouleversements d'autant plus profonds qu'ils ne sont pas une œuvre spontanée de la nature, mais le résultat de mesures artificielles. Cependant, si le mal est commun, s'il détruit d'une part l'équilibre nécessaire à la production de la richesse et s'il multiplie, d'autre part, les salutaires

effets des principes qui règlent la circulation, il est plus intense et revêt une plus grande gravité dans les pays qui emploient comme monnaie le métal blanc et qui, à la fois, le produisent en en faisant un article d'exportation.

Il est certain qu'il existe un stimulant dans les pays d'argent, qui favorise le développement de la production agricole et industrielle, laquelle tend à chercher de nouveaux débouchés; mais ce développement est factice; il a pour base la prime de l'or, qui varie en proportion de la variabilité du prix de l'argent; ne reconnaît pour origine l'accroissement des capitaux, sinon un déplacement de ceux déjà existants, et ne s'appuie sur une diminution du coût de production accompagné d'une augmentation de salaires pour le travailleur, conditions uniques d'une production saine et stable qui augmente la richesse. Les capitaux employés dans de semblables productions se détruisent avec la seule modi-

fication des artifices qui les ont fait naître — quelquefois avec les seules fluctuations du change étranger, si elles parcourent des points extrêmes, et vivent de la vie précaire des industries protégées par l'État, malgré le milieu exotique dans lequel ils se développent.

En supposant même que cela ne fût pas pour que l'accroissement de la production ainsi obtenue pût compenser les pertes subies par la dépréciation du signe monétaire, il serait nécessaire de les mesurer avec précision d'apprécier la valeur des marchandises achetées dans les pays d'or et de toutes celles qui, dans leur échange avec elles, devraient perdre leur ancienne puissance d'acquisition, et établir la balance des changes qui démontre clairement les soldes débiteur et cré-
diteur.

D'autre part, le fait même de cette production stimulée par la hausse de son prix, en se changeant en or sur les marchés où celui-ci fait office de monnaie, produit une

baisse artificielle de la puissance d'acquisition de la monnaie d'argent sur le marché intérieur de la nation productrice, qui est au plus haut degré préjudiciable aux consommateurs consacrés à des travaux d'autre genre, ou aux producteurs des marchandises non exportables, parce qu'ils n'ont aucune compensation du sacrifice qu'on leur impose.

Il n'en est pas moins certain que dans les Indes et dans les nations hispano-américaines il n'a pas été constaté une hausse générale du prix de toutes les marchandises, qui serait la démonstration éclatante d'une perte égale dans la puissance d'acquisition de la monnaie d'argent, ou au moins que l'existence du phénomène n'a pu être constaté; mais cela ne démontre pas que la production de la richesse ne se soit vue remplie d'entraves qui empêchaient son développement spontané et normal, et encore moins que le trafic commercial ne s'en soit senti et que les perturbations les plus profondes n'aient éclaté

dans la circulation monétaire engendrant la ruine et la désolation.

En effet, quoique la hausse des prix n'ait pas été générale, cela ne veut pas dire qu'elle n'ait élevé le prix en argent d'une masse énorme de consommation, soit de marchandises achetées en or dans les pays producteurs, soit des marchandises vendues en or aux nations consommatrices; et que ces produits en hausse affectent à leur tour directement et indirectement les prix de celles d'autres branches de la production de laquelle auraient déserté les capitaux qui y étaient engagés auparavant.

Mais, en dernière analyse, ainsi que l'a démontré surtout l'Enquête anglaise de 1886, la non-existence de la hausse générale de tous les prix dans les pays d'argent, constate seulement que l'argent s'est déprécié par rapport à l'or seulement, ou ce qui est la même chose, que c'est l'or qui a été apprécié et que son appréciation doit se mesurer par la baisse

des prix de toutes les marchandises dans les pays qui ont comme étalon le métal or.

Dire que les fluctuations brusques et constantes du taux des changes étrangers entre nations dont la monnaie est d'argent et celles dont l'étalon est l'or peuvent être contrecarrées par les bénéfices et facilités que donnent à la circulation les instruments de crédit, c'est méconnaître les avantages de la stabilité relative que doit avoir la marchandise appelée à remplir les fonctions de monnaie, et oublier que le crédit, quelle que soit sa nature et celle de l'instrument qui le représente, ne fait qu'augmenter la rapidité de la circulation du signe du change.

Une monnaie dont la valeur est soumise à des fluctuations si fréquentes, comme le sont les prix des produits agricoles et industriels et qui vient à manquer de la fixité relative que doivent posséder les marchandises destinées à mesurer la valeur de toutes les choses et à en être la représentation, n'est plus une

monnaie et produit, dans les transactions où elle intervient, les mêmes effets que produirait le manque absolu de toute monnaie jetant en même temps l'incertitude qui règne, elle, là où a lieu l'échange entre marchandises, mesurant la nécessité, la quantité que l'on doit donner en échange les unes des autres.

D'autre part, comme le disait l'Enquête anglaise, quand la valeur du signe circulant est soumise à des oscillations, dans toute transaction de change, on court le risque d'une altération dans la valeur du numéraire métallique, dans lequel doit s'effectuer le paiement du montant de la lettre de change qui le représente. Le commerçant doit, dans ce cas-là courir ce risque ou prendre des mesures pour s'assurer contre ses effets, et toujours, tôt ou tard, il faut qu'il subisse une perte plus ou moins considérable pour cette cause. Alors, en conséquence d'une telle instabilité, les opérations de change sont moins avantageuses, elles prennent un ca-

ractère plus aventureux et irrégulier, elles s'éloignent ou dévient de leur cours normal et leur montant se ressent par la hausse ou par la baisse de la valeur des métaux précieux.

Les instruments de crédit, lettres de change, billets à ordre, chèques, billets de banque, quoique donnant de grandes facilités pour la réalisation des transactions commerciales et permettant d'atteindre une rapidité plus grande que celle que l'on obtiendrait avec la seule intervention de la monnaie, ne peuvent jamais éviter ni rendre moins sensibles les effets que produit l'instabilité de la valeur de la monnaie; parce qu'ils expriment toujours une quantité de monnaie déterminée, dont ils sont la représentation. Soit comme instruments de compensation, soit comme instruments de paiement, ils sont le reflet de la monnaie même dont ils augmentent le coefficient de rapidité et sont obligés de supporter toutes les oscillations que sa valeur peut subir.

Supposer que l'équilibre de la circulation monétaire du monde, déjà si troublé, se rétablisse, ou que ses effets soient compensés parce que, à une baisse des prix en or, dans les pays qui conservent ledit métal comme étalon, correspond une hausse dans les prix en argent dans les nations qui ont de la monnaie d'argent, ce n'est qu'une espérance trompeuse qui engendre l'exagération de la théorie des prix.

Il est certain que si la hausse de la valeur des marchandises en argent eût été égale à la baisse de leur valeur en or, la puissance d'acquisition des deux métaux, or et argent, n'eût pas ressenti de variation sensible et les nations qui achètent avec l'argent auraient acquis, après la dépréciation dudit métal, la même quantité de marchandises qu'avant. Pareille chose serait arrivée aux nations qui font leurs opérations en or, après et malgré son appréciation; mais, les variations de la puissance d'acquisition des monnaies

qui circulent dans les diverses nations, soit en or, soit en argent, ne font sentir leurs effets sur les prix d'une manière instantanée et avec une parfaite régularité. Au contraire, pour arriver au rétablissement de l'équilibre des prix existants dans le moment où la perturbation commencera, il sera nécessaire de passer par la longue et lente période des brusques fluctuations des changes qui affectent seulement des marchandises déterminées, par la disproportion entre l'appréciation et la dépréciation respective des deux métaux qui blessent profondément les intérêts commerciaux et augmente ou diminue la capacité consommatrice des uns et des autres pays, et pour cette durée pendant laquelle la monnaie, faite avec l'un ou l'autre métal, se déprécie ou s'apprécie, dans le trafic international, sans que ces effets s'en ressentent sur le marché intérieur.

La meilleure preuve que l'on peut faire et de la justesse et de l'exactitude de

ces observations, c'est de faire connaître les phénomènes qui ont eu lieu au Mexique, depuis l'époque où l'on commença à noter la dépréciation du métal blanc, jusqu'à ce jour. Ils se chargeront de mettre en relief le malaise que la nation éprouve, les bouleversements que produit là-bas le manque d'une solution satisfaisante pour le problème monétaire et la nécessité d'y arriver le plus vite possible pour que la richesse se développe, appuyée, à la fois, sur l'accroissement des capitaux et la stabilité de la monnaie.

Le Mexique, dans l'espace de dix-neuf ans, a vu baisser énormément la valeur de son article d'exportation le plus important, c'est-à-dire, celui qui représentait la plus grande valeur de ses exportations, le métal argent, qui était à la fois celui qui servait d'étalon à sa monnaie circulante de puissance libératoire indéfinie. Il a perdu en même temps l'avantage que son coin lui a donné pendant

une longue série d'années sur les marchés d'Orient, à cause de la préférence que lui accordaient les Chinois, et, à un tel degré, que ses piastres sont vendues maintenant, sauf de rares exceptions, à un prix inférieur à celui qui correspond à la quantité et aloi du métal qu'elles contiennent.

Ses changes extérieurs ont subi des fluctuations brusques et fréquentes, et quoique presque toujours la baisse de la valeur de ses lettres de change se soit accentuée de plus en plus chaque jour, les fluctuations ont été de mois en mois, d'une semaine à l'autre, de jour en jour et ont répandu la panique et le désaccord dans les transactions commerciales.

Malgré cela, la production de ses métaux précieux, loin de se ralentir, s'est développée de plus en plus, au point qu'elle a déjà atteint peut-être son chiffre le plus élevé; ses exportations ont suivi une marche toujours ascendante et en peu d'années leur valeur

totale a presque doublé comme a triplé l'exportation des produits agricoles; mais en échange, les prix de ses articles d'exportation ont augmenté sur le marché intérieur, soit en restreignant la consommation, soit en imposant de grands sacrifices aux consommateurs et a vu ou se paralyser ou diminuer ses importations de marchandises de production étrangère, malgré qu'il ait augmenté sa consommation par la construction rapide de 12.000 kilomètres de chemins de fer et de 40.000 kilomètres de réseau télégraphique et l'ouverture de nouveaux centres non servis autrefois par le commerce étranger.

Nous allons exposer ces faits avec une complète exactitude et avec la plus grande clarté possible. Nous allons tâcher de les expliquer pour que l'on puisse percevoir facilement ses effets, lesquels devront nous permettre d'établir que la dépréciation de l'argent, produite par des moyens artificiels, c'est-à-dire, à cause de sa démonétisation ou de la suspension de son

monnayage libre ou automatique, cause au Mexique, comme à toutes les nations du monde, l'intense malaise qui les fatigue et les dévore.

En même temps, l'étude nous imposera l'unique solution, selon notre opinion personnelle, capable de remédier à tant de maux, de conjurer la tourmente qui plane menaçante sur la production de la richesse, victime d'une crise très intense; la solution bi-métallique, qui donnera à la circulation monétaire, la fermeté nécessaire pour assurer les conquêtes réalisées par le progrès humain.

Valeur en or de l'once d'argent à Londres.

Années	Prix	Années	Prix	Années	Prix
1851	61	1865	61 1/16	1879	51 1/4
1852	60 1/2	1866	61 1/8	1880	52 1/4
1853	61 1/2	1867	60 9/16	1881	51 11/16
1854	61 1/2	1868	61 1/2	1882	51 5/8
1855	61 5/16	1869	60 7/16	1883	50 9/16
1856	61 5/16	1870	60 9/16	1884	50 5/8
1857	61 3/4	1871	60 1/2	1885	48 5/8
1858	61 5/16	1872	60 5/16	1886	45 3/8
1859	62 1/16	1873	59 1/4	1887	44 5/8
1860	61 11/16	1874	58 5/16	1888	42 7/8
1861	60 13/16	1875	56 7/8	1889	42 11/16
1862	61 7/16	1876	52 3/4	1890	47 11/16
1863	61 3/8	1877	54 13/16	1891	45 1/16
1864	61 3/8	1878	52 9/16	Sept. 1892	38 1/8

Comme on le voit facilement par le tableau qui précède, le prix de l'argent relativement à l'or a baissé de 62 1/16 pennys à 38 1/8, prix extrêmes obtenus en 1859 et 1892, c'est-à-dire a subi une réduction de 39 0/0 de sa valeur. Si l'on prend pour terme de comparaison les prix de 1872 et 1892, la différence est de 60 3/16 pennys l'once à 38 1/8 pennys, laquelle donne une réduction de 36,80 0/0.

Pour mieux faire comprendre cette réduction

CHAPITRE II

LA DÉPRÉCIATION DE L'ARGENT

La démonétisation de l'argent, opérée par le gouvernement allemand en l'année 1874, quelque temps avant la découverte de la Big-Bonanza, en Comstock, donna lieu à la dépréciation du métal blanc.

A partir de cette époque, la baisse de la valeur du métal exprimée en or est devenue de plus en plus sensible, jusqu'au point d'atteindre, en septembre de la présente année, un chiffre véritablement alarmant.

En prenant les données des publications de MM. Pixley et Abbey, on peut présenter un tableau qui exprime le prix moyen de l'once d'argent de 1851 à 1892.

tion, il convient de présenter un tableau qui exprime le rapport de l'or à l'argent déterminé par le prix de l'once *standard*; à cet effet prenons, en le complétant, le tableau formé par M. le docteur Soetbeer et qui fut présenté au Congrès monétaire de Paris, en 1889.

Tableau du rapport de l'or à l'argent à Londres.

Années	Rapport	Années	Rapport	Années	Rapport
1851	15-46	1865	15-43	1879	18-39
1852	15-58	1866	15-44	1880	18-06
1853	15-33	1867	15-57	1881	18-24
1854	15-33	1868	15-61	1882	18-27
1855	15-36	1869	15-60	1883	18-65
1856	15-34	1870	15-60	1884	18-63
1857	15-27	1871	15-58	1885	19-39
1858	15-36	1872	15-64	1886	20-78
1859	15-21	1873	15-93	1887	21-13
1860	15-30	1874	16-16	1888	21-99
1861	15-48	1875	16-63	1889	22-09
1862	15-36	1876	17-80	1890	19-76
1863	15-38	1877	17-19	1891	20-88
1864	15-39	1878	17-96	Sept. 1892	24-73

En conformité avec les données qu'offre ce tableau, le rapport entre l'or et l'argent, qui était en 1859 de 1 à 15,21, est arrivé au 7 septembre 1892 de 1 à 24,73, après avoir

été en 1872, avant la promulgation de la loi monétaire allemande, de 1 à 15,64.

On peut encore rendre plus facilement appréciable à première vue la variation annuelle du prix de l'argent sur le marché anglais par le moyen d'un tableau qui, prenant pour point de départ la valeur de l'once en 1859, c'est-à-dire 62 1/16 pennys, exprime en tant pour cent les différences.

Tableau qui exprime le tant pour cent de la baisse annuelle de l'argent à partir du prix de 62 1/16.

Années	Tant 0/0	Années	Tant 0/0	Années	Tant 0/0
1851	1.71 0/0	1865	1.60	1879	17.45
1852	2.51	1866	1.74	1880	15.82
1853	0.88	1867	2.12	1881	16.77
1854	0.88	1868	2.53	1882	16.67
1855	1.22	1869	2.62	1883	18.56
1856	1.22	1870	2.29	1884	18.45
1857	0.50	1871	2.53	1885	21.68
1858	1.22	1872	2.66	1886	26.92
1859	62 1/16	1873	4.53	1887	28.13
1860	0.61	1874	6.02	1888	30.96
1861	2.02	1875	8.36	1889	31.42
1862	1.	1876	15.02	1890	23.19
1863	1.11	1877	12.58	1891	27.42
1864	1.11	1878	15.33	1892	38.61

Ces documents nous suffisent pour juger des pertes annuelles éprouvées par un pays essentiellement producteur d'argent comme le Mexique et des dommages que doivent avoir subi les capitaux engagés dans l'industrie minière.

CHAPITRE III

LA PIASTRE MEXICAINE

L'argent produit par les mines du Mexique a eu dans le pays une destination presque exclusive : la frappe, parce qu'elle a été non seulement libre ou automatique, mais obligatoire, en conséquence de la prohibition pendant de nombreuses années de l'exportation des lingots dudit métal.

La frappe de la monnaie a créé la piastre mexicaine qui, en même temps qu'elle était l'unité monétaire sur le marché intérieur, constituait un article d'exportation le plus important, que l'on expédiait à destination des marchés de l'Orient.

Qu'est-ce que la piastre mexicaine?

La législation de l'ancienne Colonie a donné naissance à l'unité monétaire appelée « piastre mexicaine ».

Quand les lois espagnoles en vigueur ont autorisé la création du premier hôtel des monnaies de Mexico, elles ordonnèrent de diviser le marc d'argent de 230 grammes 123 milligrammes, c'est-à-dire de 11 deniers 4 grains, ou en exprimant cette quantité en millièmes, de 0,930.55 en 67 pièces ou réaux, sur lesquels on en destinait un, aux frais de fabrication, un autre qui restait pour le profit de l'introducteur, et les 65 restants représentaient le prix légal du marc d'argent en barre.

La législation pour la Colonie fut en tout semblable ; mais, au lieu de diviser le marc en 67 pièces, elle ordonna de le tailler en 68, le prix du marc restant à 63 réaux, sur lequel on déduisait 3 réaux, soit 4,41 pour cent de sa valeur.

La loi postérieure de 1729 réforma le système de la frappe et l'aloi de la monnaie fut réduite de 11 deniers 4 grains à 11 deniers, soit à 0,916.66 de fin ; mais comme

on continua de tailler le marc d'argent en 68 réaux, comme avant, donnant au marc d'argent en lingot une valeur de 64 réaux. 2 maravedis, la monnaie subit une réduction de valeur de 5,79, ou, ce qui revient au même, l'augmentation de la réduction de la valeur fut de 1,33 pour cent.

Cette disposition légale a continué de régir le monnayage jusqu'à la fin de l'époque coloniale, et c'est en conformité avec elle que l'on a frappé la monnaie d'argent ; mais l'avarice d'un roi d'Espagne, inspirée par les vieilles coutumes des faux-monnayeurs, fit que l'on expédia une circulaire ou ordre royal réservé qui portait la date du 18 mai 1771 en vertu duquel il est prescrit de réduire de nouveau la loi de la monnaie à 10 deniers 20 grains, sans que les sujets en eussent connaissance, tout en obligeant sous serment les essayeurs de la monnaie à garder le plus profond silence.

L'aloi exprimé en millième se réduit donc

de 0,916,66 à 0,9027, rabaisant alors de 7,12 pour cent la valeur du marc d'argent en lingot.

La nouvelle nationalité mexicaine, à la déclaration de son indépendance de l'Espagne, ne voulut introduire aucune variation dans le système monétaire, et quoi qu'elle changeât le coin existant à cette époque, la piastre, c'est-à-dire l'unité monétaire, elle continua de frapper des pièces de 27 gr. 0.73 de poids avec la loi de 0,9027 de fin, conformément au décret du 1^{er} août 1826.

Cette législation a été confirmée depuis par la loi du 28 novembre 1867, jusqu'à ce jour en vigueur, avec la seule exception de la part qui se réfère au nouveau coin alors adopté, à laquelle il fut dérogé par une nouvelle loi du 19 juin 1873. La piastre mexicaine, d'accord avec cette législation, brièvement résumée, est l'unité monétaire frappée au poids de 27 gr. 073 et à une finesse de 0,9027.

Mais la piastre mexicaine n'a pas seulement été l'unité monétaire du Mexique. Elle a été un article d'exportation pour la Chine, qui a eu sa cote spéciale sur le marché anglais et qui s'est vendue ou comme une marchandise spéciale, ou comme métal pour la fonte.

En raison de cette circonstance et poursuivant un intérêt purement fiscal, les gouvernements du Mexique prohibèrent l'exportation des lingots d'argent pendant longtemps. Ils rendirent obligatoire la frappe du métal, mirent un impôt de 8 et 5 0/0 sur l'exportation, et continuèrent à percevoir jusqu'à ce jour des droits énormes pour la frappe, qui s'élèvent à 4,41 pour cent, comme dans les temps coloniaux, c'est-à-dire, comme au xviii^e siècle.

Le fait que les Chinois et les Japonais acceptaient dans leur circulation intérieure les piastres mexicaines, et la nécessité dans laquelle se trouvait l'Europe de payer les soldes de sa balance commerciale en argent favori-

sait le commerce de nos piastres, qui arrivaient au marché de Londres, où elles se vendaient facilement, obtenant, une prime considérable, étant donnés les prix normaux auxquels était arrivé l'argent.

Le changement de coin qui a été opéré en vertu de la loi de 1867, la fabrication du *trade-dollar* qui à son origine fit une vive concurrence à la piastre mexicaine sur les marchés de l'Orient et la dépréciation croissante de l'argent, surtout depuis l'année 1876, ont détruit cette branche de commerce.

C'est en vain que le Gouvernement mexicain a diminué premièrement les droits qui grevaient l'exportation des piastres de 8 0/0 à 5 0/0 et qu'il les a supprimés depuis 1882.

Les profits se sont convertis en pertes, de 1872 à 1876, avec la baisse de prix de 62 pennys à 52 5/8 pennys, quand existait le droit d'exportation, et encore sans ce droit, quand la valeur du métal descend jusqu'aux taux où il est arrivé aujourd'hui.

Un compte de vente de cent piastres mexicaines, au prix de 62 pennys, qui produisait 142 piastres 5 cent. mexicaines, étant donnée la parité avec le rapport monétaire de 1 à 16, se réduisit, en 1876, à 95 piastres un cent., la vente s'étant opérée alors, à raison de 52 5/8 pennys, et tenant compte de la même parité. Aujourd'hui une vente au prix du marché porte la perte jusqu'à 30 0/0.

Pour donner une idée plus claire de la baisse de valeur de la piastre mexicaine relativement à la valeur de l'argent, et présenter en même temps les primes touchées sur le prix des dites piastres pour leur fonte, nous joignons à la fin de cette étude une reproduction du diagramme publié à Londres dans le cours de la présente année, et qui contient le maximum et le minimum du prix de l'once standard, le maximum et le minimum de celui des piastres mexicaines, la prime perçue pour celles-ci et la valeur métallique des piastres, quand elles sont vendues pour la fonte.

Le diagramme met en évidence les résultats suivants :

Années	Primes		Années	Primes		Décompte
	Maxima	Minima		Maxima	Minima	
1873	2 %	1/3 0/0	1883	1/2 %	1/3 %	
1874	1 0/0	1 0/0	1884	1 1/40 0/0	1/40 0/0	
1875	1 1/4	1/2 0/0	1885	1/4 0/0		Décompte
1876	6 1/2	1/2 0/0	1886	1 3/4 0/0	2/3 0/0	
1877	2 2/3 0/0	1 3/4 0/0	1887	2/3 0/0	1/10 0/0	
1878	1/3 0/0	»	1888	1 3/4 0/0	1/4 0/0	
1879	1 0/0	2/3 0/0	1889	2 1/2 0/0	2/3 0/0	
1880	1 1/2 0/0	1/3 0/0	1890	1/10 0/0	»	Décompte
1881	1 0/0	1/10 0/0	1891	1/4 0/0	»	Décompte
1882	1/2 0/0	1/3 0/0		»	»	

CHAPITRE IV

LA FLUCTUATION DES CHANGES

Les fluctuations que le change étranger du Mexique a eu à souffrir suivant les oscillations du prix de l'argent sur les marchés anglais, américain, français et allemand, selon que sa monnaie d'argent était convertie en monnaie d'or des dits marchés, ont été non seulement profondes, mais fréquentes. Le maximum et le minimum des prix mensuels de l'once d'argent standard sur le marché anglais, publiés par MM. Pixley et Abbey, donnent une idée de ces fluctuations et démontrent que, à mesure que les prix descendent, les fluctuations sont plus fréquentes et de plus grande importance.

Le diagramme met en évidence les résultats suivants :

Années	Primes		Années	Primes		Décompte
	Maxima	Minima		Maxima	Minima	
1873	2 %	1/3 0/0	1883	1/2 %	1/3 %	
1874	1 0/0	1 0/0	1884	1 1/40 0/0	1/40 0/0	
1875	1 1/4	1/2 0/0	1885	1/4 0/0		Décompte
1876	6 1/2	1/2 0/0	1886	1 3/4 0/0	2/3 0/0	
1877	2 2/3 0/0	1 3/4 0/0	1887	2/3 0/0	1/10 0/0	
1878	1/3 0/0	»	1888	1 3/4 0/0	1/4 0/0	
1879	1 0/0	2/3 0/0	1889	2 1/2 0/0	2/3 0/0	
1880	1 1/2 0/0	1/3 0/0	1890	1/10 0/0	»	Décompte
1881	1 0/0	1/10 0/0	1891	1/4 0/0	»	Décompte
1882	1/2 0/0	1/3 0/0		»	»	

CHAPITRE IV

LA FLUCTUATION DES CHANGES

Les fluctuations que le change étranger du Mexique a eu à souffrir suivant les oscillations du prix de l'argent sur les marchés anglais, américain, français et allemand, selon que sa monnaie d'argent était convertie en monnaie d'or des dits marchés, ont été non seulement profondes, mais fréquentes. Le maximum et le minimum des prix mensuels de l'once d'argent standard sur le marché anglais, publiés par MM. Pixley et Abbey, donnent une idée de ces fluctuations et démontrent que, à mesure que les prix descendent, les fluctuations sont plus fréquentes et de plus grande importance.

Tableau des fluctuations mensuelles du prix de l'once d'argent.

Années.	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1873	59 3/4	59 1/2	59 3/4	59 3/4	59 3/4	59 1/2	59 3/4	59 3/4	58 1/2	59	57 7/8	58 1/2
1874	58	59 1/2	58 1/2	59 3/4	58 1/2	58 1/2	58 1/2	57 7/8	57 7/8	58	57 3/4	58 1/2
1875	57 1/2	57 3/4	57 3/4	57 3/4	57 3/4	57 3/4	57 3/4	56	56 1/2	56 1/2	56 1/2	56 1/2
1876	54 7/8	54 7/8	54 7/8	54 7/8	54 7/8	54 7/8	54 7/8	54 7/8	54 7/8	54 7/8	54 7/8	54 7/8
1877	56 7/8	56 7/8	56 7/8	56 7/8	56 7/8	56 7/8	56 7/8	56 7/8	56 7/8	56 7/8	56 7/8	56 7/8
1878	53 1/2	53 1/2	53 1/2	53 1/2	53 1/2	53 1/2	53 1/2	53 1/2	53 1/2	53 1/2	53 1/2	53 1/2
1879	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51
1880	52 1/4	52 1/4	52 1/4	52 1/4	52 1/4	52 1/4	52 1/4	52 1/4	52 1/4	52 1/4	52 1/4	52 1/4
1881	51 1/4	51 1/4	51 1/4	51 1/4	51 1/4	51 1/4	51 1/4	51 1/4	51 1/4	51 1/4	51 1/4	51 1/4
1882	51 3/4	51 3/4	51 3/4	51 3/4	51 3/4	51 3/4	51 3/4	51 3/4	51 3/4	51 3/4	51 3/4	51 3/4
1883	50	50 1/2	50 1/2	50 1/2	50 1/2	50 1/2	50 1/2	50 1/2	50 1/2	50 1/2	50 1/2	50 1/2
1884	50 3/4	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51
1885	49 3/4	49 3/4	49 3/4	49 3/4	49 3/4	49 3/4	49 3/4	49 3/4	49 3/4	49 3/4	49 3/4	49 3/4
1886	47 7/8	47 7/8	47 7/8	47 7/8	47 7/8	47 7/8	47 7/8	47 7/8	47 7/8	47 7/8	47 7/8	47 7/8
1887	47 1/8	47 1/8	47 1/8	47 1/8	47 1/8	47 1/8	47 1/8	47 1/8	47 1/8	47 1/8	47 1/8	47 1/8
1888	44 3/4	44 3/4	44 3/4	44 3/4	44 3/4	44 3/4	44 3/4	44 3/4	44 3/4	44 3/4	44 3/4	44 3/4
1889	42 1/4	42 1/4	42 1/4	42 1/4	42 1/4	42 1/4	42 1/4	42 1/4	42 1/4	42 1/4	42 1/4	42 1/4
1890	44 7/8	44 7/8	44 7/8	44 7/8	44 7/8	44 7/8	44 7/8	44 7/8	44 7/8	44 7/8	44 7/8	44 7/8
1891	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4
1892	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4	48 3/4

Le tableau qui précède met en relief que la plus grande fluctuation dans le cours de chaque année, dès 1873, a été comme il suit :

Années	Fluctuation	Années	Fluctuation
1873	2.1/16 d.	1883	1 d.
1874	2.5/16	1884	4.1/8
1875	2.1/8	1885	3.1/8
1876	12.1/4	1886	5
1877	5	1887	3.7/8
1878	5.3/4	1888	2.15/16
1879	4.7/8	1889	2.7/16
1880	1.1/4	1890	11.1/4
1881	2	1891	5.1/4
1882	2.7/16	1892	5.3/8

Le résumé de ce qui précède permet de voir avec la plus grande clarté et d'apprécier exactement l'état qu'ont dû garder les changes à cause de la perturbation soufferte par le plus important des éléments qui les constituent. Des oscillations de plus de 4 et 5 pennys, comme celles qui se sont produites de 1877 à 1879 et de 1886 à 1892 et de 12 1/4 comme en 1876 et de 11 1/4 comme en 1890,

engendrent des situations de tout point anormales et insoutenables.

Néanmoins le résumé du montant des fluctuations n'exprime pas toute la vérité comme il serait à désirer, parce qu'on n'y voit que la différence qui existe entre le maximum et le minimum de la cote de l'argent dans le cours de toute l'année et on pourrait croire que la distance qui sépare l'une de l'autre a été parcourue en proportion du temps, ce qui n'est pas exact, car dans des périodes relativement courtes on a quelquefois constaté le passage du maximum au minimum. Les diagrammes que publient à Londres MM. Sharps et Wilkins, embrassant toujours une période de trois ans, permettent de nous former une idée plus juste de la gravité des fluctuations et de déterminer avec approximation des mois le temps, pendant lequel, les prix ont oscillé du maximum au minimum.

Durées	Temps moyens	Durées	Temps moyens
—	—	—	—
1873	11 mois.	1883	2 mois.
1874	12 —	1884	10 —
1875	6 —	1885	11 —
1876	6 —	1886	4 —
1877	2 —	1887	3 —
1878	9 —	1888	4 —
1879	9 —	1889	6 —
1880	4 —	1890	4 —
1881	4 —	1891	3 —
1882	8 —	1892	8 —

Comme on voit dans ce tableau, c'est seulement dans les quatre années 1873, 1874, 1884 et 1885 que le passage du maximum au minimum a eu lieu en une période de temps de dix à douze mois. Dans toutes les autres années, le terme moyen du temps, pendant lequel les fluctuations ont eu lieu, n'a pas été de plus de six mois.

Il serait toutefois à désirer que des investigations plus détaillées et soigneusement faites révélassent le nombre des oscillations de l'argent en lingots qui se produisent dans le

cours de chaque mois; car ces tableaux permettraient de comprendre que les pays qui possèdent seulement dans leur circulation le métal blanc, sont arrivés à perdre dans leurs changes étrangers des bénéfices que la monnaie détermine, et se trouvent dans une situation semblable à celle où sont les nations sujettes au régime du papier-monnaie inconvertible.

Pour donner une idée de ces oscillations, nous avons formé, à l'aide des bulletins journaliers que publie la Bourse du Commerce de la ville de Mexico, un résumé du nombre des variations qui ont eu lieu dans chacun des mois de janvier à décembre des années 1887 à 1890 inclus.

Tableau du nombre des oscillations mensuelles du prix de l'once d'argent de 1887 à 1890.

Mois.	1887	1888	1889	1890
Janvier.	3	9	8	15
Février.	4	5	8	15
Mars.	3	9	8	12
Avril.	6	6	9	11
Mai.	3	8	7	13
Juin.	3	7	6	17
Juillet.	7	9	10	22
Août.	6	4	12	14
Septembre	9	14	10	12
Octobre	12	11	12	15
Novembre	11	8	9	14
Décembre	13	10	15	11
MOYENNE. . . .	6. ⁶⁶	9. ¹⁶	9. ⁵	14. ²⁵

L'augmentation constante qu'a subie, comme on le voit, le nombre des oscillations de la valeur de l'argent et la moyenne mensuelle de ces oscillations se reflète naturellement sur le change et chaque jour l'incertitude augmente et le désordre devient plus grand.

Durant les deux dernières années 1889 et 1890 ces effets ont influé sur le change avec le marché de Londres de telle manière que tout calcul est devenu impossible.

Tableau du maximum et minimum du taux
du change sur Londres.

Mois	Année 1889				Année 1890			
	Maximum	Minimum	Variation	Nombre de variations	Maximum	Minimum	Variation	Nombre de variations
	pence	pence			pence	pence		
Janvier . . .	35 3/4	35 1/4	1/2	7	37 5/8	37 3/8	1/4	8
Février . . .	35 5/8	35	5/8	6	37 5/8	36 1/2	1/8	9
Mars . . .	35 1/2	35 3/8	1/8	1	37 5/8	37 1/4	3/8	15
Avril . . .	35 3/8	35 1/4	1/8	1	39	37 1/8	1 7/8	13
Mai . . .	35 9/16	35 3/8	3/16	2	39 3/4	38 1/4	1 1/2	8
Juin . . .	35 7/8	35 1/2	3/8	2	41 1/2	39 1/4	2 1/4	11
Juillet . . .	35 7/8	35 3/8	1/2	3	42 1/2	40 3/4	1 3/4	8
Août . . .	35 11/16	35 3/8	5/16	3	45 1/2	42 1/4	3 1/4	9
Septembre .	36 1/8	35 3/4	3/8	6	45 5/8	44	2 5/8	10
Octobre . .	37 7/8	35 7/8	2	6	43 1/4	40 3/4	2 1/2	17
Novembre .	37 3/4	37 1/8	5/8	11	41 3/8	37	4 3/8	14
Décembre .	37 7/8	37 1/4	5/8	12	41 1/2	39 1/4	2 1/4	13

CHAPITRE V

LA PRODUCTION DES MÉTAUX PRÉCIEUX

Malgré la baisse croissante de l'argent, l'exploitation des mines de ce métal ne s'est pas ralentie. Au contraire, la production a continué en s'accroissant puisqu'elle a atteint son maximum dans ces dernières années; les minerais même de bas aloi dont le bénéfice n'était pas rémunérateur autrefois, sont travaillés aujourd'hui avec profit, grâce aux perfectionnements introduits dans les systèmes de fonte et d'affinage, au bon marché des transports par chemin de fer et à la suppression de la plupart des impôts qui grevaient les métaux précieux.

M. le docteur Soetbeer disait à cet égard, dans les « Matériaux pour faciliter l'intelligence et l'examen des rapports économiques des

métaux précieux » : La crise de l'argent, principal article d'exportation du Mexique, atteint très fortement ce pays, mais n'a pas amené de ralentissement dans la production de ce métal. La production a été grandement facilitée, et par de nombreuses améliorations dans les moyens de communication, et par de sérieux perfectionnements dans les procédés techniques d'exploitation. L'abaissement du prix de l'argent a été la cause d'une immense extension dans l'exploitation des mines de ce métal, car tous les possesseurs de mines veulent balancer, par une production plus importante, la perte qu'ils éprouvent sur le prix de l'argent.

Les opinions du docteur Soetbeer sont tout à fait exactes, et l'on ne peut attribuer à d'autres causes le développement que l'industrie minière a atteint et continue à obtenir de jour en jour.

Nonobstant, pour apprécier avec la plus grande approximation possible la produc-

tion des métaux précieux au Mexique, il est nécessaire, surtout en ce qui concerne les dernières années, d'augmenter les chiffres présentés par le docteur Soetbeer, car, comme lui-même le déclare, il ne crut pas utile de considérer la valeur des minerais entre la production du pays d'origine, mais bien entre celle de la nation où on les a importés pour leur affinage. Suivant les statistiques publiées par le Gouvernement mexicain, à partir de l'année financière du 1^{er} juillet 1874 au 30 juin 1875 jusqu'à l'année qui prit fin le 30 juin 1891, la production des métaux précieux fut la suivante :

Production des métaux précieux.

Années	Valeur	Années	Valeur
1874 à 1875	23.559.334 ⁸⁰	1883 à 1884	32.737.374 ⁴⁶
1875 à 1876	20.263.455	1884 à 1885	34.082.927 ⁰⁷
1876 à 1877	22.410.878	1885 à 1886	34.840.704 ⁴²
1877 à 1878	25.683.446 ⁴²	1886 à 1887	38.214.211 ⁴⁵
1878 à 1879	26.014.762 ³⁶	1887 à 1888	39.972.576 ²¹
1879 à 1880	28.484.132 ⁹⁶	1888 à 1889	42.012.314 ³⁵
1880 à 1881	30.346.723 ⁴⁸	1889 à 1890	39.857.595 ⁵⁸
1881 à 1882	30.174.021 ⁴¹	1890 à 1891	42.795.113 ²⁵
1882 à 1883	30.511.190 ⁴⁶		

Pour distinguer, dans le tableau qui précède, la production de l'or et de l'argent, nous en donnons un autre dans lequel apparaissent séparés les deux métaux.

Années	Or	Argent	Total général
1874 à 1875	1.057.006 ⁸⁰	22.502.327	
1875 à 1876	809.401	19.454.054	
1876 à 1877	695.750	21.415.128	
1877 à 1878	746.629 ⁹⁴	24.836.816 ⁴⁸	
1878 à 1879	881.300 ⁶⁴	25.133.461 ⁷⁵	
1879 à 1880	941.937 ⁵⁰	27.542.195 ⁸⁶	
1880 à 1881	1.112.697	29.234.031 ⁴⁸	
1881 à 1882	936.223	29.237.798 ⁴¹	
1882 à 1883	955.639	29.535.551 ⁴⁶	
1883 à 1884	1.055.183	31.682.191 ⁴⁶	
1884 à 1885	913.679	33.169.248 ⁰⁷	
1885 à 1886	658.019	34.482.185 ¹²	
1886 à 1887	683.153	37.531.058 ⁴⁵	
1887 à 1888	654.365	39.318.211 ²¹	
1888 à 1889	684.479	41.327.835 ³⁵	
1889 à 1890	700.908	39.156.687 ⁵⁸	
1890 à 1891	920.700	41.874.411 ²⁵	
TOTAUX . . .	14.407.092 ⁸⁵	57.153.692 ⁴³	541.560.785 ²⁸

Pour prouver la valeur attribuée à la production de l'argent il faut prendre séparément dans les statistiques celui que l'on destine à la frappe, celui qui s'exporte en barres par les douanes maritimes et des

frontières et les minerais d'argent de tout genre que l'on expédie pour être fondus en pays étrangers, principalement en Allemagne et aux États-Unis.

La production d'argent.

Années	Frappe	Barres exportées	Minéraux exportés
1874 à 1875	19.386.958 ⁵⁰	3.028.924 ⁰²	86.444 ⁴⁹
1875 à 1876	19.454.054		
1876 à 1877	21.415.128		
1877 à 1878	22.084.203 ⁵⁰	2.560.858 ⁷³	191.754 ⁴⁵
1878 à 1879	22.102.987 ⁶⁵	2.650.410 ⁶²	349.061 ⁴⁸
1879 à 1880	24.018.528 ⁸⁵	3.040.078 ⁹⁶	484.587 ³⁵
1880 à 1881	24.617.395	3.976.878 ⁶⁸	639.747 ⁸⁰
1881 à 1882	35.145.260	3.540.993 ⁹⁹	550.544 ⁴²
1882 à 1883	24.083.921 ⁹⁵	4.773.928 ¹⁵	697.701 ⁴⁶
1883 à 1884	25.377.378 ⁸⁵	5.311.310 ⁴⁹	993.502 ¹⁷
1884 à 1885	25.840.727 ⁷⁰	5.881.178	1.447.342 ³⁷
1885 à 1886	26.991.804 ⁷⁰	5.014.237 ⁸⁸	2.176.642 ⁵⁴
1886 à 1887	26.844.031	5.508.735 ⁶⁶	5.418.291 ⁷⁹
1887 à 1888	25.862.977 ⁵⁰	6.504.251 ²³	6.930.982 ⁴⁸
1888 à 1889	26.031.222 ⁶⁰	6.629.262 ⁷⁵	8.667.350
1889 à 1890	24.328.326 ⁴⁵	7.259.958 ⁶⁸	7.538.402 ⁴⁵
1890 à 1891	24.237.449 ²⁵	6.751.219	10.885.743

Pour se rendre compte de l'accroissement de la production dans les dernières années, il suffira de comparer la moyenne des trois dernières périodes composée chacune de cinq années.

Tableau de la moyenne de la production.

	Total de la production	Moyenne annuelle	Augmentation
1 ^{re} période : 1876 à 1881	118.161.633	23.632.326	
2 ^e période : 1881 à 1886	157.827.475	31.565.495	7.933.169
3 ^e période : 1886 à 1891	199.208.204	39.811.640	8.276.145

Comme on le voit par le tableau qui précède, le montant général de la production dans la deuxième période eut une augmentation de \$ 39.665.842 supérieure à celle de la première période et celle de la troisième période eut sur celle de la deuxième période une augmentation de \$ 41.380.729.

Les accroissements sur les moyennes annuelles furent aussi importants.

La grande quantité d'argent qui fut monnayée à Mexico et qui représente une valeur de \$ 407.883.354 n'a pas été absorbée par la circulation intérieure du pays. Elle a été en grande partie destinée à l'exportation et a été expédiée aux marchés étrangers, principalement aux États-Unis et en Angleterre.

Monnayage et exportation de piastres mexicaines.

Années	Monnayage	Exportation	Augmentation de la circulation	Diminution de la circulation
1874 à 1875	19.386.958	14.490.771	5.496.187	
1875 à 1876	19.454.054			
1876 à 1877	21.415.128			
1877 à 1878	22.084.203	18.750.286	3.333.917	
1878 à 1879	22.162.987	16.426.877	5.736.110	
1879 à 1880	24.018.528	16.763.317	7.255.211	
1880 à 1881	24.617.395	13.183.953	11.433.442	
1881 à 1882	25.146.260	11.607.888	13.538.372	
1882 à 1883	24.083.921	22.969.583	1.114.338	
1883 à 1884	25.377.378	25.999.875		622.497
1884 à 1885	25.840.727	25.394.262	446.465	
1885 à 1886	26.991.804	21.969.957	5.021.847	
1886 à 1887	26.844.031	21.955.759	4.888.272	
1887 à 1888	25.862.927	16.841.117	9.021.860	
1888 à 1889	26.031.222	22.686.337	3.344.885	
1889 à 1890	24.328.326	23.084.489	1.243.837	
1890 à 1891	24.237.449	17.622.171	6.615.278	

Le monnayage, ainsi que le démontre ce tableau, n'a pas eu pour objet de satisfaire aux nécessités de la circulation qui ont été remplies avec les sommes peu importantes qu'il a pu absorber, mais a été destiné de préférence à l'exportation, comme si les piastres avaient été estimées la marchandise

la plus à propos pour couvrir le solde des importations des produits étrangers.

Pour compléter les renseignements de la production des métaux précieux au Mexique et de la quantité de monnaie frappée, nous donnons ci-après le tableau qui fait partie de la dernière statistique publiée à cet effet et qui contient toute la frappe depuis l'établissement de la maison de Monnaie à Mexico, c'est-à-dire depuis l'époque viceroyale jusqu'à ce jour.

NOTICE de la frappe qui a eu lieu dans la République mexicaine depuis la fondation des Maisons de monnaie de l'époque coloniale jusqu'au 30 Juin 1891.

ÉPOQUE COLONIALE	OR	ARGENT	CUIVRE	NICKEL	TOTAL	MOYENNE D'UNE ANNÉE
Macuquina. — De 1537 à 1781	\$ 78 497 350 00	\$ 752 007 456 54	\$ 200 000 00		\$ 760 765 403 54	
Columnaria. — De 1732 à 1771	19 889 014 00	441 629 211 45			441 629 211 45	
Busto. — De 1772 à 1821	40 391 447 00	888 563 989 45	342 893 37		929 208 329 82	
	\$ 68 778 411 00	\$ 2 082 200 657 44	\$ 542 893 37		\$ 2 151 581 961 81	\$ 7 519 410 39
INDÉPENDANCE						
Buste impérial d'Iturbide, 1822 et 1823	\$ 557 392 00	\$ 48 575 569 69			\$ 10 132 091 69	
République monnaie de l'Aigle, 1824 au 30 Juin 1881	50 639 2 0 00	912 291 809 09	5 426 503 48		968 297 552 57	
	\$ 51 196 632 00	\$ 930 807 378 78	\$ 5 426 503 48		\$ 987 430 514 26	\$ 16 736 110 41
République monnaie de l'Aigle du 1 ^{er} juillet 1881 au 30 juin 1891	\$ 3 581 446 00	\$ 254 744 10 00	780 115 00	\$ 4 000 000 00	\$ 263 105 661 00	\$ 26 310 566 10
RÉSUMÉ						
Époque coloniale	\$ 68 778 411 00	\$ 2 082 200 657 44	\$ 542 893 37		\$ 2 151 581 961 81	
Indépendance	51 196 632 00	930 807 378 78	5 426 503 48		987 430 514 26	
Dernière période de dix ans	3 581 446 00	254 744 100 00	780 115 00	4 000 000 00	263 105 661 00	
Total de la frappe	\$ 123 556 489 00	\$ 3 267 812 136 22	\$ 6 749 511 85	\$ 4 000 000 00	\$ 3 402 118 137 07	
Proportion des valeurs des monnaies de chacun des métaux relativement au total de la frappe depuis 1537 jusqu'au mois de juin 1891.						
	3,63 pour cent.	96,06 pour cent.	0,19 pour cent.	0,12 P. cent.		

CHAPITRE VI

LE COMMERCE D'EXPORTATION

Le commerce d'exportation s'est développé d'une manière remarquable au Mexique, à partir de l'époque où le métal blanc a commencé à se déprécier, et surtout dans ces dernières années où les producteurs ont eu l'assurance de profiter d'une prime considérable sur le coût de production en argent.

La baisse de l'argent a produit le même effet que si l'on avait décrété des primes en faveur de l'exportation, semblables à celles que les nations d'Europe établirent en faveur du sucre; parce que sur les marchés étrangers où n'ont pas eu lieu des variations sensibles dans les prix des produits coloniaux, elles ont trouvé des acheteurs avec de l'or qui procuraient un bénéfice de 30 ou 20 0/0

sur les prix en argent, antérieurs à la dépréciation du métal blanc.

Le pays, qui en payant le montant de ses importations avec des piastres mexicaines était obligé de subir une perte considérable, a cherché à augmenter sa production d'articles d'un autre genre, afin de provoquer une compensation. Tous ses efforts ont consisté à augmenter ses cultures d'un autre ordre, à exploiter plus en grand celles qui auparavant ne pouvaient supporter la concurrence de leurs similaires étrangères sur les marchés du monde, et à donner enfin une nouvelle direction aux capitaux circulants pour que, de préférence, ils fussent engagés dans des entreprises à l'abri des perturbations du marché monétaire.

Le montant général des exportations a été donc, à partir de l'année 1872 à 1873 jusqu'à l'année 1890-1891, le suivant :

Années	Exportations	Années	Exportations
1872 à 1873	31.594.005	1883 à 1884	45.725.496
1873 à 1874	27.688.703	1884 à 1885	46.670.845
1874 à 1875	27.318.788	1885 à 1886	43.647.717
1877 à 1878	28.777.508	1886 à 1887	49.491.930
1878 à 1879	29.891.477	1887 à 1888	48.885.908
1879 à 1880	32.663.554	1888 à 1889	60.158.423
1880 à 1881	29.928.697	1889 à 1890	62.491.388
1881 à 1882	29.083.293	1890 à 1891	63.276.395
1882 à 1883	41.807.595		

Les chiffres que contient le tableau ci-dessus sont tellement éloquents qu'ils se passent de tous commentaires. Comparant la première année de la période avec la dernière, on voit que l'exportation s'est élevée avec excès, mais il enseigne que les premières années où l'on commença à sentir la dépréciation de l'argent, marquèrent une dépression pour notre commerce d'exportation et qu'il ne commença à se développer que lorsque la baisse du taux des changes commença à devenir très sensible.

Cependant, sur la valeur totale que nous avons donnée des exportations, nous avons

compris à la fois les produits agricoles et industriels, les métaux or et argent, cuivre et plomb et, pour que le renseignement puisse être utile, il faut présenter séparément les deux différentes sortes de produits parce qu'il mettra en relief quelles sont celles qui ont augmenté la somme des exportations.

Années	Métaux	Production agricoles et industriels
1872 à 1873	25.263.799	6.330.205
1873 à 1874	21.074.679	6.614.023
1874 à 1875	20.294.321	7.024.466
1877 à 1878	21.839.730	6.937.771
1878 à 1879	21.528.938	8.362.540
1879 à 1880	22.124.824	10.538.729
1880 à 1881	19.354.704	10.573.993
1881 à 1882	17.063.767	12.019.526
1882 à 1883	29.628.657	12.178.937
1883 à 1884	33.473.283	13.252.213
1884 à 1885	33.774.050	12.896.794
1885 à 1886	29.906.400	13.741.316
1886 à 1887	33.560.552	15.631.427
1887 à 1888	31.006.487	17.879.720
1888 à 1889	33.785.274	21.373.148
1889 à 1890	38.621.290	23.878.098
1890 à 1891	36.256.372	27.020.023

L'examen de ce tableau doit se diviser en

deux périodes parfaitement classées : la première qui va jusqu'à l'année 1882, et la seconde depuis cette date jusqu'à ce jour.

Dans la première période, la baisse de l'argent arrête l'exportation des métaux réduite à un 30 0/0 de son montant primitif, tandis qu'elle double presque celle des produits agricoles et industriels; dans la seconde période les deux branches de la production nationale s'accroissent de plus de cent pour cent.

Les métaux qui dans le tableau commencent par une somme de \$ 25.268.799 arrivent en 1882 à \$ 47.063.767 et de cette somme s'élèvent de nouveau à \$ 38.785.274 qui est la plus élevée de toutes, et les marchandises diverses qui en 1872 figurent à peine pour une valeur de \$ 6.330.205, atteignent en 1882 le chiffre de \$ 42.049.526 pour s'élever à \$ 27.020.023.

Les métaux dans toute la période de 1872 à 1891 subissent une augmentation d'un

peu plus de 50 0/0, tandis que les produits agricoles et industriels s'élèvent à un 450 0/0.

Cependant les renseignements précédents ne révèlent pas seulement l'accroissement de la production nationale, mais aussi l'artifice qui a provoqué ledit accroissement et l'élévation des prix exprimés en argent.

Si l'on compare en effet, entre les principaux articles d'exportation, l'augmentation du poids en le réduisant au kilogramme avec celui qu'a subi le prix calculant celui-ci par la moyenne annuelle des ventes en gros, on verra qu'ils ne conservent pas la même proportion et l'on constatera l'effet que la baisse de l'argent cause sur les produits exportables. Si l'on prend comme exemple le café, le Henequen, les peaux et le tabac, qui représentent ensemble la plus grande partie de l'exportation et qui se produisent avec une facilité exceptionnelle, on aura les tableaux suivants :

Années Poids en kilos Valeur

CAFÉ

1877 à 1878	4.391.560	1.242.041
1878 1879	7.062.611	2.230.097
1879 1880	6.762.926	1.984.472
1880 1881	8.706.826	2.243.782
1881 1882	10.447.804	2.414.538
1882 1883	8.536.899	1.717.190
1883 1884	6.917.719	1.579.020
1884 1885	5.824.275	1.201.673
1885 1886	8.385.640	1.699.723
1886 1887	8.326.214	2.627.477
1887 1888	6.528.085	2.431.024
1888 1889	9.243.091	3.886.034
1889 1890	10.009.642	4.811.000
1890 1891	14.656.777	6.150.358

HENEQUEN

1877 à 1878	11.084.819	1.078.076
1878 1879	13.238.451	1.267.375
1879 1880	21.313.905	1.945.307
1880 1881	23.422.978	2.413.801
1881 1882	24.925.637	2.468.813
1882 1883	28.763.307	3.073.960
1883 1884	45.180.421	3.923.673
1884 1885	45.549.367	3.905.898
1885 1886	39.474.732	2.844.353
1886 1887	38.987.930	3.799.396
1887 1888	36.450.676	6.160.164
1888 1889	38.159.067	6.818.638
1889 1890	39.174.525	7.356.479
1890 1891	53.531.419	7.021.306

Années Poids en kilos Valeur

PEAUX

1877 à 1878	3.349.987	997.043
1878 1879	4.472.968	1.445.042
1879 1880	4.874.837	1.933.305
1880 1881	4.680.245	1.591.422
1881 1882	4.506.221	1.708.551
1882 1883	4.525.949	1.647.130
1883 1884	4.722.150	1.738.280
1884 1885	5.092.025	1.779.954
1885 1886	6.199.593	2.133.336
1886 1887	6.108.819	2.211.435
1887 1888	5.119.240	1.864.467
1888 1889	4.771.229	1.902.882
1889 1890	4.743.325	1.913.123
1890 1891	4.571.830	1.804.825

TABAC

1877 à 1878	187.036	86.713
1878 1879	352.345	142.531
1879 1880	614.541	310.145
1880 1881	477.187	371.673
1881 1882	351.485	351.252
1882 1883	265.089	272.159
1883 1884	402.189	307.969
1884 1885	363.685	412.912
1885 1886	545.914	528.567
1886 1887	824.419	850.806
1887 1888	764.430	830.361
1888 1889	969.958	971.885
1889 1890	1.014.745	948.332
1890 1891	1.041.962	1.105.446

Pour démontrer d'une manière plus simple la vérité de nos assertions, nous avons établi en outre une liste des prix des marchandises d'exportation qui ont atteint un plus grand développement dans la période écoulée de 1877-1878 à 1890-1891 de laquelle il ressort que les produits suivants : le café, le Henequen, les peaux, le tabac, l'ixtle et la laine ont atteint des prix supérieurs.

Années	Café	Henequen	Peaux	Tabacs	Ixtle	Laine
1877 à 1878	28 cents	9 cents	29 cents	46 cents	9	18
1878 à 1879	31	9	32	40	8	16
1879 à 1880	29	9	39	50	10	23
1880 à 1881	25	9	34	77	11	20
1881 à 1882	23	9	37	99	13	21
1882 à 1883	20	10	36	100	11	37
1883 à 1884	24	8	36	76	12	23
1884 à 1885	20	8	34	113	10	15
1885 à 1886	20	7	34	96	8	9
1886 à 1887	31	9	35	103	8	19
1887 à 1888	38	16	36	108	8	22
1888 à 1889	42	17	39	100	10	24
1889 à 1890	48	18	40	93	11	21
1890 à 1891	41	12	39	100	10	24

CHAPITRE VII

LE COMMERCE D'IMPORTATION

Le commerce d'importation du Mexique n'a pas suivi la même marche ascendante que l'on a observée dans ses exportations, et cela est d'autant plus étonnant qu'aucune époque, comme la dernière période décennale, n'a été plus propice pour atteindre à un développement extraordinaire.

Le Mexique a réalisé de grands progrès dans ces dernières années. Il a frappé l'attention des grandes puissances commerciales et a attiré une somme considérable de capitaux qui abondaient, sans emploi rémunérateur, aux États-Unis et en Angleterre.

On y a inverti plus de deux cents millions de piastres dans les constructions de chemins de fer qui mesurent actuellement une extension totale de douze mille kilomètres.

Pour démontrer d'une manière plus simple la vérité de nos assertions, nous avons établi en outre une liste des prix des marchandises d'exportation qui ont atteint un plus grand développement dans la période écoulée de 1877-1878 à 1890-1891 de laquelle il ressort que les produits suivants : le café, le Henequen, les peaux, le tabac, l'ixtle et la laine ont atteint des prix supérieurs.

Années	Café	Henequen	Peaux	Tabacs	Ixtle	Laine
1877 à 1878	28 cents	9 cents	29 cents	46 cents	9	18
1878 à 1879	31	9	32	40	8	16
1879 à 1880	29	9	39	50	10	23
1880 à 1881	25	9	34	77	11	20
1881 à 1882	23	9	37	99	13	21
1882 à 1883	20	10	36	100	11	37
1883 à 1884	24	8	36	76	12	23
1884 à 1885	20	8	34	113	10	15
1885 à 1886	20	7	34	96	8	9
1886 à 1887	31	9	35	103	8	19
1887 à 1888	38	16	36	108	8	22
1888 à 1889	42	17	39	100	10	24
1889 à 1890	48	18	40	93	11	21
1890 à 1891	41	12	39	100	10	24

CHAPITRE VII

LE COMMERCE D'IMPORTATION

Le commerce d'importation du Mexique n'a pas suivi la même marche ascendante que l'on a observée dans ses exportations, et cela est d'autant plus étonnant qu'aucune époque, comme la dernière période décennale, n'a été plus propice pour atteindre à un développement extraordinaire.

Le Mexique a réalisé de grands progrès dans ces dernières années. Il a frappé l'attention des grandes puissances commerciales et a attiré une somme considérable de capitaux qui abondaient, sans emploi rémunérateur, aux États-Unis et en Angleterre.

On y a inverti plus de deux cents millions de piastres dans les constructions de chemins de fer qui mesurent actuellement une extension totale de douze mille kilomètres.

Plus de cinquante millions de piastres ont été donnés par les capitalistes anglais pour le développement d'entreprises minières et d'acquisitions de terrains. Les banques qui, à cette époque, s'établirent pour la première fois, retirèrent la plus grande partie du capital réuni de France et d'Angleterre. D'innombrables Sociétés anonymes ont trouvé facilement des fonds suffisants pour entreprendre des affaires industrielles. Cependant les importations qui atteignirent leur maximum en 1882, ou ont diminué, ou sont restées stationnaires, ou ne sont pas arrivées à atteindre l'accroissement où devraient se réfléchir les progrès du pays, parce que la première démonstration de la prospérité d'une nation est l'augmentation de sa puissance consummatrice.

Le Mexique entretient un commerce très actif avec les États-Unis auxquels il est relié par trois voies différentes de chemins de fer. Il a pu leur vendre dans de meilleures condi-

tions qu'à d'autres pays ses produits d'exportation et cependant pareil phénomène n'a pas eu lieu pour l'achat des produits de la puissante industrie des États-Unis.

Tableau du commerce avec les États-Unis.

Importations.

Années	Importations	Années	Importations
1881 à 1882	15.482.582	1886 à 1887	7.959.557
1882 à 1883	16.587.620	1887 à 1888	9.897.772
1883 à 1884	12.704.292	1888 à 1889	10.335.436
1884 à 1885	8.340.784	1889 à 1890	13.212.773
1885 à 1886	7.737.623	1890 à 1881	12.666.108
Moyenne	12.170.580	Moyenne	10.814.329

Les importations des États-Unis, comme on le voit, se sont remarquablement réduites du commencement à la fin de la période que marque le tableau ci-dessus, et malgré que commence à s'élever de nouveau le chiffre qui détermine sa valeur. Dans la première période quinquennale, la diminution avait été de 50 0/0 quoique de la première année à la dernière de la période décennale, elle soit seulement de 15 0/0.

Pour que la différence soit plus visible entre les importations et les exportations, nous donnons plus bas la valeur de ces dernières en monnaie or américaine, afin d'éviter les erreurs du change des prix entre l'argent et l'or.

*Tableau du commerce avec les États-Unis.
Exportations.*

Années.	Exportations. Dollars.	Années.	Exportations. Dollars.
1881 à 1882	8.461.899	1886 à 1887	14.719.840
1882 1883	8.177.123	1887 1888	17.329.989
1883 1884	9.016.486	1888 1889	17.800.363
1884 1885	9.267.621	1889 1890	23.319.263
1885 1886	10.687.972	1890 1891	22.690.915
Moyenne	9.122.620	Moyenne	19.192.078

Le contraste est surprenant. Il y a en effet une augmentation de près de 300 0/0 dans toute la période décennale et, à l'exception des chiffres de la dernière année, l'accroissement est successif et stable, ce qui démontre qu'il n'est pas dû à des conditions exceptionnelles, mais au développement graduel qu'ont atteint les relations commerciales des deux pays.

Le commerce des importations de la Grande-Bretagne est très loin de prouver aussi clairement que celui des États-Unis la diminution de la puissance consommatrice du Mexique.

Le résultat atteint n'a été et n'est pas réellement encourageant, malgré que l'on ait acheté en Angleterre une partie considérable du matériel fixe employé dans la construction des chemins de fer.

Tableau du commerce avec la Grande-Bretagne (Importations).

Années	Importations £	Années	Importations £
1882	1.957.516	1887	1.181.833
1883	1.620.252	1888	1.373.355
1884	1.083.153	1889	1.621.106
1885	866.671	1890	2.012.562
1886	1.003.396	1891	1.956.647
Moyenne	1.306.197	Moyenne	1.629.104

Les importations de la Grande-Bretagne sont restées stationnaires. De la première année de la période décennale à la dernière il

y a une diminution de £ 869 et, par rapport à l'année 1889, une augmentation de £ 55.046 qui ne mérite pas d'être prise en considération, surtout quand on observe une nouvelle tendance vers une diminution plus grande.

Cependant on pourrait croire que si les importations des États-Unis et de la Grande-Bretagne ont diminué, ces pays ont été remplacés par d'autres puissances commerciales de la même importance et qui ont pour base la monnaie d'or dans leurs échanges internationaux. Pour faire disparaître ce doute, il suffira de considérer aussi les importations de France qui est une des nations avec qui le Mexique conserve un courant commercial qui vaille la peine d'être pris en considération pour apprécier les phénomènes qui font l'objet de notre étude.

En ce qui concerne la France on peut assurer qu'il n'y a eu aucune consommation exceptionnelle qui ait donné lieu à des importations extraordinaires, ainsi que cela a eu

lieu pour la Grande-Bretagne. Aussi la statistique se réfère-t-elle seulement à la quantité normale des marchandises d'origine française qui se consomment au Mexique.

*Tableau du commerce avec la France
(Importations).*

Années	Importations	Années	Importations
	—		—
	Francs		Francs
1882	52.434.411	1887	39.542.490
1883	50.731.046	1888	43.893.431
1884	34.064.067	1889	55.842.080
1885	31.024.779	1890	55.346.291
1886	39.291.300	1891	45.643.864
Moyenne	41.509.120	Moyenne	48.053.971

Le tableau ci-dessus fournit les mêmes enseignements que celui de la Grande-Bretagne et démontre que l'importation des marchandises de la France est restée stationnaire dans les dix dernières années; que de la première à la dernière année de la période elle a subi une diminution de 6.788,547 francs et que, loin de voir apparaître une tendance qui révèle un accroisse-

ment du trafic, on perçoit au contraire une dépression profonde, si on prend surtout en considération les progrès qui auraient dû s'accomplir pendant les dix dernières années.

Si nous réduisons à une monnaie commune les divers tableaux qui précèdent pour les résumer en un seul, le commerce d'importation avec les trois nations, États-Unis, Angleterre et France, les conclusions que nous avons données ne seraient pas modifiées; elles prouveraient davantage, si c'est possible, que le commerce tend chaque jour à limiter ses demandes à l'étranger, réglant ses opérations sur la consommation qui se réduit constamment.

Pour rendre nulle l'argumentation qui pourrait se baser sur les renseignements donnés plus haut, on pourrait seulement alléguer que les autres républiques du sud Amérique ont absorbé l'excédent de la production des pays exportateurs que le Mexique n'a pu recevoir pour des causes étrangères

aux bouleversements de sa circulation monétaire; mais le fait ne serait nullement certain, ainsi qu'il est facile de le démontrer, si on étendait même l'étude jusqu'aux nations qui se servent de la monnaie d'argent, en exceptant cependant la République Argentine qui souffre d'une crise intense et qui se trouve soumise à des conditions tout à fait anormales.

Commerce des États-Unis avec l'Amérique latine (Exportations).

Nations	Années fiscales									
	1881 à 82	1883	1884	1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891
Mexique \$	15.482.582	16.587.650	12.704.202	8.340.734	7.737.623	7.659.557	9.897.772	10.385.436	13.212.773	12.690.915
Amérique centrale	1.644.013	2.003.467	3.177.853	2.702.581	2.512.742	2.985.447	4.295.580	4.369.805	4.795.924	5.131.275
Colombie	6.408.316	6.868.971	6.381.821	5.583.369	5.486.457	6.114.944	5.023.880	4.916.321	2.729.347	2.522.351
Vénézuéla	2.175.185	2.403.705	2.427.691	3.043.609	2.732.830	2.871.719	3.038.515	3.090.847	4.102.306	3.984.280
Pérou	544.819	433.894	1.070.548	742.105	813.697	732.829	870.471	757.510	1.166.765	1.418.561
Chili	1.774.655	2.860.496	3.270.562	2.211.007	1.983.606	2.069.133	2.433.221	2.195.274	3.526.696	2.219.465
Bresil	9.152.562	9.252.094	8.695.659	7.317.293	6.541.216	8.127.883	7.137.008	8.224.534	10.848.271	11.902.496
Uruguay	1.555.488	1.352.818	1.468.418	1.682.443	1.221.076	1.567.931	1.337.430	4.916.321	3.566.701	3.210.112
TOTAUX	38.737.640	41.923.065	39.096.844	31.683.141	29.023.247	32.369.495	34.003.583	38.076.648	43.948.733	44.082.455

Le tableau est très loin d'être consolateur vu le développement qu'a eu la puissance consommatrice de l'Amérique latine pendant cette période décennale, et les facilités qui ont été données au commerce international. Si l'on compare les totaux de 1881 à 1882 avec ceux de 1889, les exportations restent stationnaires. A partir de 1890, l'accroissement recommence. De 41 millions les chiffres descendent à 39, 31, 29, pour commencer à monter ensuite à 32, 34, 38, 43 et 44. Les fluctuations sont dignes d'appeler l'attention parce qu'elles peuvent seulement s'expliquer par celles qu'a subies l'argent sur les marchés de Londres et de New-York.

Le commerce de la Grande-Bretagne avec l'Amérique latine confirme les observations qu'a fait naître la statistique américaine, parce que, pendant les années de dépression que l'on y remarque, les chiffres du commerce anglais n'augmentent pas en rapport à la diminution qui a eu lieu.

Voici le tableau du commerce avec la Grande-Bretagne :
Commerce de la Grande-Bretagne avec l'Amérique latine (Exportations).

Nations	1882	1883	1884	1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891
Mexique \$	1,937,516	1,620,252	1,783,153	886,671	1,003,396	1,181,853	1,373,355	1,021,106	2,012,562	1,936,647
Centre-Amérique	771,224	860,359	924,912	693,071	702,652	1,015,404	992,805	1,046,150	1,037,480	1,205,489
Colombie	1,088,302	1,253,317	1,221,529	691,348	982,172	1,221,158	1,484,512	1,229,353	1,200,618	1,341,233
Vénézuéla	474,101	642,376	605,733	350,393	400,464	791,317	593,445	802,379	837,504	860,430
Équateur	219,734	181,542	393,715	198,323	271,696	392,078	374,487	277,801	308,772	275,262
Pérou	1,108,319	887,305	1,247,137	821,371	981,696	840,274	1,309,532	1,073,702	1,234,846	1,123,206
Bolivie	102,604	95,994	61,361	75,183	56,009	91,109	115,955			
Chili	3,132,210	2,188,878	2,212,170	1,551,305	1,744,312	2,140,268	2,421,978	3,270,445	3,365,824	2,205,969
Brésil	1,325,319	7,015,393	6,789,243	5,611,857	6,355,495	6,085,861	6,565,661	6,750,353	7,705,073	8,065,293
Uruguay	1,484,638	1,328,071	1,636,323	1,443,978	1,325,892	1,802,141	1,850,815	2,469,675	2,083,494	1,194,630
TOTAUX	17,774,057	16,073,448	16,165,290	12,247,400	13,884,384	15,502,061	16,782,535	18,501,164	19,885,272	18,770,219

A la seule lecture du tableau qui précède, on remarque qu'il y a une augmentation sensible de 1882 à 1890 et qu'elle persiste en 1891 ; mais il accuse aussi la baisse continue, quoique avec de petites fluctuations dans les années comprises entre 1882 et 1891.

Les fluctuations que l'on remarque en ce qui concerne le commerce des États-Unis et qui coïncident avec celles sur l'argent, coïncident aussi avec ce qui a trait avec le commerce de la Grande-Bretagne.

Pareille chose a lieu aussi dans le commerce de l'Amérique avec la France pendant la même période de temps.

Le commerce d'exportation de la France s'élève en comparant les années extrêmes de la période décennale après avoir diminué pendant les années intermédiaires, montrant une propension presque égale dans sa décroissance.

Pour que les renseignements relatifs à la France ne fassent pas défaut, nous l'insérons ci-après :

Commerce de la France avec l'Amérique latine

	Exportations de France									
	1882	1883	1884	1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891
Mexique.	52.434.411	50.731.046	34.004.007	31.024.779	30.201.300	30.542.490	43.893.131	55.842.080	55.346.201	45.645.804
Centre-Amérique	2.992.531	2.031.673	1.902.944	893.795	1.243.926	1.565.066	1.446.816	1.598.966	1.830.329	1.545.542
Colombie	30.877.242	31.007.005	37.447.166	31.438.358	36.186.652	50.695.826	51.203.912	42.833.460	56.737.822	50.501.124
Vénézuéla	6.882.987	6.802.530	6.028.482	4.453.303	4.229.047	6.363.382	5.578.251	9.807.706	11.530.542	10.455.823
Équateur	3.914.072	4.788.709	4.460.289	1.593.957	2.610.320	3.589.471	2.689.350	2.576.817	2.568.111	2.555.461
Pérou	10.960.080	9.478.058	11.728.802	9.312.465	9.042.090	7.014.673	7.650.713	9.441.997	9.702.265	9.330.772
Bolivie	45.340	54.574	35.804	39.651	50.719	134.956	215.431	316.470	322.333	256.370
Chili	45.471.809	35.691.839	24.950.474	16.754.103	10.107.277	42.042.250	17.591.275	19.807.155	19.958.300	22.484.978
Bresil	86.955.455	81.126.801	80.038.105	64.878.875	67.057.797	71.954.092	80.072.012	98.188.700	97.784.923	121.367.721
Uruguay	29.102.821	24.513.458	27.724.904	22.589.808	22.770.214	22.809.685	37.610.826	46.021.756	37.724.942	20.475.986
TOTAUX	269.726.757	246.285.690	228.681.097	182.979.064	201.589.621	316.309.491	247.488.717	286.405.047	293.571.858	284.619.647

Les fluctuations du commerce d'exportation pour l'Amérique, des trois nations dont nous avons analysé les statistiques, prouvent chez toutes l'existence du même phénomène et sont sujettes à la même loi.

En comparant ces fluctuations avec celles du prix de l'argent, on voit qu'au fur et à mesure que celui-ci décroît les exportations diminuent et qu'elles augmentent quand ce métal monte, et qu'à la stabilité de l'argent pendant les années 1888 et 1889 a été dû le progrès du commerce.

Tableau comparatif entre le prix de l'argent et celui du commerce.

Années	Etats-Unis	Grande-Bretagne.	France	Prix de l'argent à Londres	
	\$	£	fr.	maxima	minima
1882	38.737.640	17.774.057	269.726.737	52 ⁵ / ₈	50
1883	41.923.065	16.073.448	246.285.690	51 ³ / ₁₆	50
1884	39.096.844	16.165.290	228.681.097	51 ³ / ₈	49 ¹ / ₂
1885	31.683.141	12.247.100	182.979.064	50	46 ⁷ / ₈
1886	29.023.247	13.884.384	201.589.621	47	42
1887	32.369.495	15.562.061	216.309.491	47 ¹ / ₈	43 ¹ / ₄
1888	34.003.583	16.782.535	247.488.717	44 ⁹ / ₁₆	41 ¹⁵ / ₁₆
1889	38.676.048	18.501.164	286.405.047	44 ³ / ₈	41 ¹⁵ / ₁₆
1890	43.948.783	19.885.272	293.571.858	54 ¹ / ₂	43 ³ / ₄
1891	44.082.455	18.770.219	284.619.647	48 ³ / ₄	43 ¹ / ₂

La précédente démonstration était tout à fait inutile. Le docteur Arendt cité par le docteur Soetbeer, fixa, avec la plus grande précision, l'effet que la dépréciation de l'argent devait produire chez les pays qui ont la monnaie d'or, et notre étude ne fait que justifier l'opinion du professeur allemand.

Le docteur Arendt disait :

« Nous pensons que la baisse de l'argent a été la cause de la baisse des prix, parce que la force d'achat des pays à étalon d'argent (Asie orientale et Amérique) a diminué, et que ces pays ne peuvent plus acheter les produits industriels d'Europe, si ce n'est à des prix excessivement faibles. En même temps, et par suite de la demande croissante d'or, les pays les moins riches ne peuvent plus soutenir les valeurs de leurs monnaies. La prime sur l'or augmente partout, aussi bien en Autriche, en Russie et en Roumanie qu'au Brésil et dans la République Argentine. Aussi ces pays, pas plus que les

contrées à étalon d'argent, ne peuvent-ils acheter de produits européens si ce n'est à des prix excessivement faibles. En même temps, la baisse de la valeur de leurs monnaies leur permet d'exporter à bas prix dans les pays à étalon d'or. Il existe donc, dans ces dernières contrées, un double motif de dépréciation des prix qui devait forcément se produire par la simultanéité d'une diminution dans la demande et d'une augmentation dans l'offre. Les économistes partisans du bimétallisme ont précisément prédit cet état de choses. Ils expliquaient que l'étalon d'or conduirait au renchérissement de la valeur de l'or, et que ce renchérissement aurait un effet contraire à celui des droits de douane protecteurs, c'est-à-dire encouragerait l'importation et restreindrait l'exportation. Les bimétallistes prédisaient encore qu'on appliquerait d'abord des droits de douane protecteurs pour remédier à cette situation, mais qu'on s'apercevrait bientôt que ces droits ne

pouvaient pas égaliser les différences dans les valeurs des monnaies. Cette conviction se répand de plus en plus et amènera la victoire du bimétallisme. Puisque la dépréciation de l'argent a été la cause directe de la baisse dans les prix, il est évident, sans qu'il y ait besoin de recourir à des arguments théoriques, que le relèvement de l'argent amènera le retour des prix normaux. Les pays à argent redeviendront les acheteurs bienfaisants des produits européens, la prime sur l'or diminuera dans les pays à circulation de papier, les différences dans les valeurs des monnaies disparaîtront ou diminueront, et l'importation à prix forcé, dans les pays à étalon d'or, cessera. La demande augmentera, l'or diminuera, les prix s'élèveront. »

CHAPITRE VIII

LA SITUATION AU MEXIQUE

Au milieu de faits aussi complexes, il est difficile de les embrasser dans leur ensemble et de formuler une opinion fondée et exacte sur la situation faite à la nation mexicaine par la dépréciation de l'argent; mais il est possible, en étudiant les faits que nous avons présentés, d'arriver à déterminer que les efforts tentés pour remédier aux profondes perturbations que produit la baisse croissante de l'argent ont été stériles et que si le *statu quo* se prolonge, il surviendrait une crise très intense qui paralyserait la marche progressive de la nation.

Les conclusions sur lesquelles peuvent s'appuyer nos opinions personnelles sont les suivantes :

pouvaient pas égaliser les différences dans les valeurs des monnaies. Cette conviction se répand de plus en plus et amènera la victoire du bimétallisme. Puisque la dépréciation de l'argent a été la cause directe de la baisse dans les prix, il est évident, sans qu'il y ait besoin de recourir à des arguments théoriques, que le relèvement de l'argent amènera le retour des prix normaux. Les pays à argent redeviendront les acheteurs bienfaisants des produits européens, la prime sur l'or diminuera dans les pays à circulation de papier, les différences dans les valeurs des monnaies disparaîtront ou diminueront, et l'importation à prix forcé, dans les pays à étalon d'or, cessera. La demande augmentera, l'or diminuera, les prix s'élèveront. »

CHAPITRE VIII

LA SITUATION AU MEXIQUE

Au milieu de faits aussi complexes, il est difficile de les embrasser dans leur ensemble et de formuler une opinion fondée et exacte sur la situation faite à la nation mexicaine par la dépréciation de l'argent; mais il est possible, en étudiant les faits que nous avons présentés, d'arriver à déterminer que les efforts tentés pour remédier aux profondes perturbations que produit la baisse croissante de l'argent ont été stériles et que si le *statu quo* se prolonge, il surviendrait une crise très intense qui paralyserait la marche progressive de la nation.

Les conclusions sur lesquelles peuvent s'appuyer nos opinions personnelles sont les suivantes :

1° Les fluctuations du prix de l'argent ont converti l'opération du change en un jeu de hasard grâce auquel les prix des marchandises de production étrangère se sont élevés et continueront à s'élever sans interruption ; parce que à la perte que l'on éprouve en convertissant la monnaie d'argent en or, il faut ajouter une prime énorme qui assure le commerçant, contre tout risque, pendant toute la période de temps qui doit s'écouler entre le moment où il fait ses achats et celui où il les réalise.

2° La prime de l'or favorise le développement artificiel des exploitations agricoles de tout genre et des entreprises industrielles en offrant des prix en argent rémunérateurs aux producteurs, mais dont la fixité est à la merci des fluctuations du change. La monnaie d'argent agit en ces circonstances sur les prix de tous les produits, comme le ferait le papier monnaie à cours forcé, et l'agio et la spéculation ne peuvent servir de bonne base

pour la production de la richesse, parce que les bénéfices ne dépendant pas d'une diminution du coût de production, ils devront baisser à chaque hausse de la valeur de l'argent, et que la réussite ou la ruine du travail dépendra de faits incertains, inconnus et impossibles à contrecarrer.

3° La monnaie d'argent tend à perdre de jour en jour sa puissance d'acquisition sur le marché intérieur à cause de la hausse des prix qui tend à se généraliser de plus en plus, parce qu'aux prix élevés des articles de production étrangère, se joignent ceux qui atteignent les prix de production nationale susceptibles d'être exportés et tous en général au fur et à mesure qu'ils représentent une plus grande richesse stimulent un accroissement du prix des autres marchandises qui produisent celles qui auparavant souffrirent de la diminution de la jouissance d'acquisition du travail.

4° La perte de la puissance d'acquisition de

la monnaie cause les plus graves dommages aux classes ouvrières et à toutes celles qui reçoivent un salaire, parce que ce sont les salaires ceux qui plus difficilement peuvent s'élever au milieu des fluctuations constantes.

5° La baisse constante de l'argent augmente le montant des charges qu'impose au Pouvoir public la dette publique contractée en or, et les déficits du budget doivent se combler au moyen de l'augmentation des impôts existants, en grevant une production qui ne peut résister déjà aux conditions défavorables avec lesquelles elle doit lutter.

Les précédentes conclusions résument la situation actuelle du Mexique, font connaître les résultats auxquels peut conduire l'étude des chiffres que nous avons déjà présentés et démontrent la nécessité de trouver un remède prompt et efficace, capable de rendre la fixité à la monnaie et d'offrir un terrain solide à la production de la richesse pour son développement.

CHAPITRE IX

LES REMÈDES INEFFICACES

La lutte des divers intérêts commerciaux des grandes nations, le manque d'une entente entre elles pour conjurer le malaise qui leur est commun, ont obligé chacune d'elles à chercher les moyens de protéger exclusivement les intérêts de leurs industries.

Tous ces remèdes, qui pourraient être taxés d'égoïstes, mais que la force incontestable des choses impose, n'ont été que des palliatifs. Les uns ont été inspirés par des idées saines et ont eu pour base des principes scientifiques reconnus; d'autres n'ont été que des artifices dangereux que l'on doit aban-

la monnaie cause les plus graves dommages aux classes ouvrières et à toutes celles qui reçoivent un salaire, parce que ce sont les salaires ceux qui plus difficilement peuvent s'élever au milieu des fluctuations constantes.

5° La baisse constante de l'argent augmente le montant des charges qu'impose au Pouvoir public la dette publique contractée en or, et les déficits du budget doivent se combler au moyen de l'augmentation des impôts existants, en grevant une production qui ne peut résister déjà aux conditions défavorables avec lesquelles elle doit lutter.

Les précédentes conclusions résument la situation actuelle du Mexique, font connaître les résultats auxquels peut conduire l'étude des chiffres que nous avons déjà présentés et démontrent la nécessité de trouver un remède prompt et efficace, capable de rendre la fixité à la monnaie et d'offrir un terrain solide à la production de la richesse pour son développement.

CHAPITRE IX

LES REMÈDES INEFFICACES

La lutte des divers intérêts commerciaux des grandes nations, le manque d'une entente entre elles pour conjurer le malaise qui leur est commun, ont obligé chacune d'elles à chercher les moyens de protéger exclusivement les intérêts de leurs industries.

Tous ces remèdes, qui pourraient être taxés d'égoïstes, mais que la force incontestable des choses impose, n'ont été que des palliatifs. Les uns ont été inspirés par des idées saines et ont eu pour base des principes scientifiques reconnus; d'autres n'ont été que des artifices dangereux que l'on doit aban-

donner afin de ne pas exposer le commerce des métaux précieux à une crise beaucoup plus importante que celle qu'il traverse.

En 1886, le Mexique ouvrit une enquête afin de connaître l'opinion de ses économistes et de prendre les mesures aptes à rendre moins sensibles à sa production et à son commerce les effets de la dépréciation de l'argent; il se décida en même temps à réduire le coût de production de l'argent, soit en diminuant les impôts énormes qui pesaient sur elle, soit en baissant les droits d'importation sur toutes les marchandises dont pouvait avoir besoin l'industrie minière.

Les métaux précieux furent toujours fortement grevés par les gouvernements, parce que, pays essentiellement minier, le premier comme producteur d'argent pendant plusieurs années, ils avaient besoin de retirer de cette production spéciale, les moyens de parer aux dépenses de la nation.

Les diverses charges qui pesaient sur l'in-

dustrie minière peuvent se classer de la manière suivante :

Impôts sur la frappe.

Prohibition d'exporter de l'argent.

Impôt d'exportation sur la monnaie.

Impôts de circulation et d'extraction.

Real de Minería.

Impôts directs sur les mines et usines d'affinage.

L'impôt sur le monnayage a été l'un des plus onéreux qui aient frappé les métaux précieux.

Partant de l'idée erronée de ce que le monnayage n'est pas un service public, mais bien une branche des impôts, on n'a jamais voulu demander au public les frais que ce monnayage exigeait, mais des droits divers qui ont été, pour l'argent, de 4^{es} 0/0 de sa valeur et de 4^{es} 0/0 pour l'or; mais comme ces impôts très lourds auraient conduit à ne frapper que la quantité absolument nécessaire à la circulation intérieure, on rendit le

monnayage obligatoire et l'on arriva à prohiber l'exportation de l'argent en lingots. Les différences qui s'établirent pour le paiement des droits entre l'argent en lingots, la monnaie et l'argenterie, provinrent de l'idée erronée que l'on avait alors et qui prévaut encore sur la protection que l'on doit donner à l'industrie nationale et d'avoir considéré dès le commencement, les maisons de monnaie comme le moyen nécessaire à la réalisation des piastres mexicaines en Chine.

Pendant un très court intervalle de temps, excepté, on perçut toujours dans les époques passées, un impôt d'exportation sur la monnaie qui, de 3 1/2 s'éleva à 8 0/0, et qui, avant de disparaître de la législation du pays, se réduisit à 5 0/0.

En outre de ces impôts, on établit à partir de 1822 un droit sur la circulation de la monnaie, qui fut, dans son origine, de 2 0/0, et que l'on payait quand l'importation avait lieu sur les marchés intérieurs du

pays. On le nommait aussi impôt d'extraction quand on le percevait dans les moments où l'argent s'expédiait en dehors des places où il circulait.

L'impôt connu sous le nom de *Real de Minería* était d'un réal sur chaque marc d'argent que l'on introduisait dans les Maisons de Monnaie, et son produit était destiné à couvrir les frais du Tribunal de l'industrie minière et de l'École des mines.

Les impôts directs variaient entre le 2 0/0 du capital représenté par les usines d'affinage et le 4 0/0 sur le produit brut des mines ; mais ces divers impôts appartinrent de préférence aux divers États qui forment la Fédération.

Tous ces impôts représentaient, pendant l'époque coloniale, plus du 30 0/0 du produit des mines ; après l'indépendance, pendant les années 1867 et 1868, ils furent de 15 et 26 0/0 et de 20 0/0 en 1886.

La Commission spéciale de la Chambre

des députés, pour exprimer ses idées à cet égard, disait : La Commission jugea opportun et convenable, en premier lieu, de diminuer le coût de production de l'argent afin que cette marchandise, quoique très dépréciée, pût continuer à s'échanger contre les marchandises des marchés européens, et que sa production acquit un plus grand développement sans que la dépréciation décourageât le mineur, et que le rabais dans le coût de production pût toujours rémunérer le capital et le travail. A cet effet, la Commission consulte la baisse sur les droits de douane ou la libre importation des matières premières et des instruments nécessaires au développement de l'industrie minière, et la diminution des impôts dont elle se trouve grevée dans divers états de la République.

La loi qui se promulgua alors, en date du 6 juin 1886, contient, entre autres articles, les deux suivants :

« 2° Sera libre des droits d'octroi et de

tout autre impôt, quel que soit le nom qu'on pourra lui donner, la circulation dans l'intérieur de la République de l'or, de l'argent, en minerai, en lingots ou monnayés, celle de tous les autres métaux et de tous les produits des mines.

» 4° En outre du droit fédéral de frappe, les mines non exceptées dans l'article premier ainsi que leurs produits ne supporteront qu'un impôt unique que l'on établira sur la valeur du métal ou de la substance exploitée, sans déduction des frais, lesquels ne pourront jamais excéder le 2 0/0 de sa valeur. »

Les mesures adoptées alors donnèrent le résultat désiré et satisfirent le gouvernement, quoique la diminution des impôts ne pût compenser la perte que l'argent avait déjà subie relativement à l'or sur les marchés étrangers. L'exploitation des mines devint plus avantageuse qu'autrefois, et de cette époque date, ainsi que cela a été constaté, l'augmentation remarquable qui se voit dans la pro-

duction et le plus grand volume et la plus grande valeur qu'accusent les exportations des minerais.

Il est vrai que si cette diminution des impôts tend à devenir nulle chaque jour et au fur et à mesure que la baisse du prix en or du métal blanc est plus grande, elle a permis au moins de rendre moins sensibles, pendant plusieurs années, les mauvais effets des troubles du marché monétaire.

Les dispositions légales promulguées par le gouvernement mexicain doivent être réputées cependant comme des remèdes inefficaces pour conjurer la crise monétaire, parce qu'elles avaient simplement en vue d'améliorer les conditions de la production nationale, et parce que en même temps elles auraient été facilement contre-balancées par la marche décroissante des prix du métal blanc. On doit reconnaître aussi que le Mexique ne pouvait faire autrement, surtout après les efforts infructueux qu'avaient tentés les États-Unis.

Les États-Unis ont voulu de leur côté résoudre la question monétaire; mais les généreux sacrifices qu'ils se sont imposés n'ont produit d'autre effet que celui d'augmenter les dépôts d'argent qu'a la Trésorerie américaine, et donner lieu à quelques spéculations de banque provoquées par les hausses momentanées que le métal a pu atteindre.

La loi Bland, appelée ainsi à tort, aux États-Unis, et qui fut promulguée le 28 février 1878, accorda que l'on frappât mensuellement deux millions de dollars comme minimum et quatre comme maximum, afin d'augmenter ainsi la demande d'argent destinée à la frappe et rétablir l'équilibre troublé, entre la production du métal que l'on considérait excessive, ou soit son offre, et la demande qui chaque jour diminue de plus en plus.

Les résultats de cette loi furent légers ou nuls. Le gouvernement acheta 323.635.576 onces standard d'argent au prix coûtant

de \$ 308.199.261. Il frappa \$ 380.988.406 et de cette somme énorme, il fut seulement mis en circulation \$ 65.709.664, le restant étant déposé au département du Trésor, comme garantie d'une émission égale de certificats d'argent de \$ 308.206.177 et comme un excès sur cette garantie de \$ 7.072.725. Malgré ces achats de métal, les prix, loin de s'être élevés, comme on le croyait, en promulguant la loi, continuèrent sans cesse à baisser.

La nouvelle loi du 14 juillet 1890 en vertu de laquelle les achats mensuels d'argent devaient être de 4.500.000 onces d'argent, n'a pas donné de meilleurs résultats que la précédente, malgré que du 14 août 1890 au 30 juin 1891 on eût acheté 53.770.125 onces standard, avec lesquelles furent frappés \$ 27.292.475, restant, en lingots 30.288.381 onces. Si les prix s'améliorèrent jusqu'à arriver à 54 ⁵/₈ pennys, valeur que le métal n'a pas eue depuis l'année 1877, ce fut pour descendre

avec grande rapidité, parcourant dans une période de vingt mois toute l'échelle déjà parcourue dans un espace de plus de douze ans.

La mesure adoptée par la législation américaine a été risquée et renferme de grands dangers pour l'avenir, parce que, s'il est certain que ses effets n'ont suffi ni à élever ni à soutenir le prix de l'argent, ils le feront baisser, dans une forte proportion le jour où le législateur américain voudra revenir sur ses pas et déroger à la loi du 14 juillet 1890.

La nature des choses engendre ces dangers. Quoique les lois américaines aient prescrit des achats plus importants, le résultat aurait été égal, parce qu'il était nécessaire d'absorber, non seulement la production du pays et celle annuelle de tous les pays producteurs, mais aussi le grand stock d'argent de la circulation monétaire du monde, pour élever le prix du métal qui déjà ne remplit pas les fonctions de monnaie de pleine valeur, mais de monnaie fiduciaire, dans les pays qui, sans modifier

leur législation monétaire, ont suspendu la frappe. En retirant d'autre part l'argent du marché pour le substituer par des certificats de piastres d'argent, on supprimerait l'embarras qu'occasionne son transport et l'on faciliterait sa circulation en la faisant plus rapide; mais il ne pourra jamais modifier son prix, comme l'émission d'un récépissé faite par un Magasin général de dépôt, n'influe sur le prix de la marchandise qu'il représente.

Le défaut de la législation monétaire américaine consiste en ce que l'État seul convertit le métal argent en monnaie, ou pour mieux dire, que c'est l'État et non le public qui profite de la différence entre la valeur du lingot et celle de la monnaie.

Du moment où tous les habitants d'un pays n'ont pas le droit de porter leurs barres de métal à la maison de monnaie pour les monnayer et les convertir dans la monnaie dont la circulation est autorisée par la législation, le métal qui n'a pas d'emploi

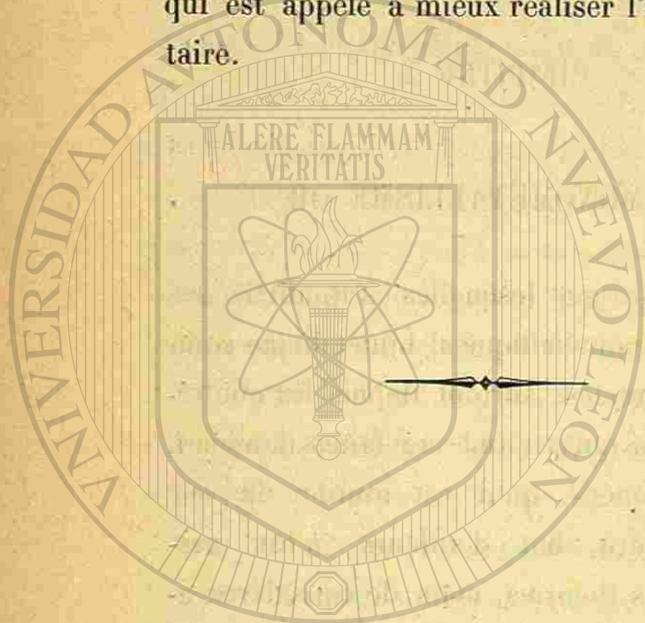
suffisant en dehors du monnayage, diminue de valeur et devient une marchandise dont le prix suit toutes les oscillations que subissent ou peuvent subir sur le marché les marchandises de tout genre.

M. Cernuschi fit remarquer, il y a plusieurs années, l'insuffisance du système américain, dans son étude sur le *Bland Bill*, et avec sa clarté habituelle il mit en relief la différence qui existe entre la frappe automatique et la frappe limitée, ou soit, entre les lois qui régissent la monnaie et les artifices appelés à la dénaturer.

Vu l'inefficacité de ces remèdes, il faut arriver à l'étude de ceux qui peuvent être estimés suffisants à créer une vraie monnaie, régler la circulation, donner la stabilité aux prix et protéger la production de la richesse, c'est-à-dire, le monométallisme or, et le bimétallisme.

Un examen sommaire des principes sur lesquels s'appuient les deux systèmes dé-

montrera lequel des deux doit être préféré dans les conditions actuelles et quel est celui qui est appelé à mieux réaliser l'idéal monétaire.



UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

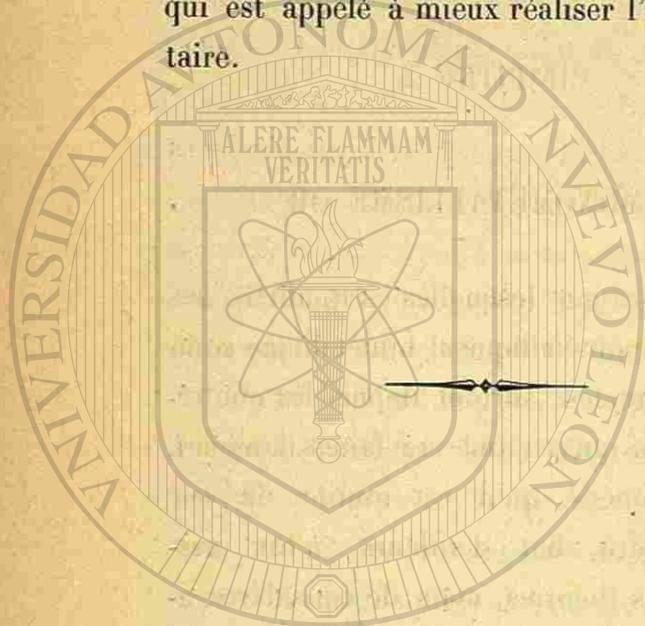
CHAPITRE X

LE MONOMÉTALLISME OR

Les théories sur lesquelles s'appuient les systèmes monométallique et bimétallique sont tellement connues, surtout depuis les études remarquables qui en ont été faites dans ces dernières années, qu'il est inutile de les répéter. Notre but d'ailleurs n'est pas d'exposer ces théories, mais de considérer à un point de vue pratique l'action des systèmes monétaires sur l'état actuel de la circulation et sa plus ou moins grande efficacité, afin de mettre un terme à la crise dont souffrent toutes les grandes puissances commerciales du monde.

Il est certain que le système monométal-

montrera lequel des deux doit être préféré dans les conditions actuelles et quel est celui qui est appelé à mieux réaliser l'idéal monétaire.



UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

CHAPITRE X

LE MONOMÉTALLISME OR

Les théories sur lesquelles s'appuient les systèmes monométallique et bimétallique sont tellement connues, surtout depuis les études remarquables qui en ont été faites dans ces dernières années, qu'il est inutile de les répéter. Notre but d'ailleurs n'est pas d'exposer ces théories, mais de considérer à un point de vue pratique l'action des systèmes monétaires sur l'état actuel de la circulation et sa plus ou moins grande efficacité, afin de mettre un terme à la crise dont souffrent toutes les grandes puissances commerciales du monde.

Il est certain que le système monométal-

lique, ou système ayant comme étalon un métal unique, peut offrir une monnaie de valeur relativement fixe qui satisfasse à l'idéal monétaire et qu'en même temps qu'elle sert à faciliter les échanges et mesurer la valeur des produits de tout genre, elle permette d'exprimer par elle-même la valeur des opérations à terme, sans que les débiteurs et les créanciers se voient exposés à ressentir les effets des graves perturbations auxquelles sont soumises aujourd'hui les monnaies de tous les pays. Mais dans les conditions actuelles du progrès humain, et vu la quantité de métaux précieux, l'adoption de l'or comme étalon de la monnaie monométallique est-elle possible, et les maux qu'il pourrait causer seront-ils plus ou moins grands que ceux que l'on veut éviter?

Ce problème est celui que l'on doit résoudre, car, selon nous, il est impossible d'adopter le monométallisme or, parce que la réduction que le stock monétaire devrait

subir ne pourrait être compensée par un accroissement de la rapidité de la circulation, que la baisse des prix étoufferait la production agricole et industrielle et que le fait de passer de l'état actuel à celui que créerait la modification des lois monétaires causerait une profonde crise monétaire et commerciale qui ruinerait les débiteurs en faveur des créanciers.

Étant données les évaluations approximatives qui ont été faites du stock monétaire, soit par M. Soetbeer, soit par le Directeur de la Monnaie des États-Unis, on peut dire, sans crainte de se tromper, que le 60 0/0 est formé de monnaie d'or et le 40 0/0 de monnaie d'argent.

Eh bien, pourrait-on démonétiser l'argent existant et priver les échanges de tout genre des facilités que donne cette grande quantité de monnaie en circulation?

Le premier effet que produirait une telle mesure serait une nouvelle baisse sur les

prix, moins sujets à des fluctuations, il est vrai, mais plus intense que celle qui s'est fait sentir jusqu'à ce jour; parce que la prime dont jouit l'or actuellement et qui est due en grande partie à l'absorption qu'en ont faite les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie et quelques nations du sud Amérique augmenterait le prix dans une proportion plus grande. Toutes les nations devraient se le procurer à tout prix et la production décroissante de l'or ne régulariserait pas le trouble qui aurait lieu même dans une période de temps égale à celle dont on aurait besoin pour que la masse du métal remplaçât l'argent démonétisé, tenant en compte surtout que les progrès de l'industrie exigent de jour en jour une augmentation de monnaie qui est absorbée sans donner lieu ni à des crises ni à des perturbations.

La période pendant laquelle se produiraient ces faits serait longue. Si la production annuelle de l'or seul représente un $1 \frac{1}{2}$

de sa somme totale, supposant même que le progrès industriel paralysé ou diminué par la raréfaction du numéraire n'absorbât rien, il faudrait une longue série d'années pour revenir à la moyenne des prix actuels trop bas, assurément.

On pourra dire cependant que l'on exagère l'influence qu'a la monnaie sur les prix, puisque ces derniers dépendent moins de la quantité qui existe en circulation que du coefficient de rapidité que la monnaie atteint.

Mais de ce que la réduction du stock monétaire apporte avec lui la diminution dudit coefficient de rapidité en ce qui touche à la masse qui se sépare de la circulation, formuler l'argument, c'est méconnaître la théorie de la circulation. Le stock monétaire n'aide pas à fixer le coefficient de la rapidité. C'est elle qui règle la quantité de monnaie dont un pays a besoin pour ses échanges intérieurs. Ce qui arrive est tout à fait le contraire; la réduction artificielle ou naturelle du stock

métallique, tend à faire diminuer le coefficient normal de la rapidité de la circulation, parce que la base sur laquelle elle s'appuie pour s'élever, se rétrécissant, engendre les crises qui ne sont autre chose que les profondes perturbations que provoque la disproportion qui s'établit entre les marchandises prêtes à être échangées contre du numéraire, et le numéraire qui diminue à cause de la brusque détente qu'éprouve le coefficient de la rapidité.

Cette vérité a été très souvent mise de côté par les adversaires même du monométallisme; elle ne laisse pas pour cela d'avoir une grande importance et de contribuer puissamment à démontrer que l'adoption du monométallisme, non seulement produirait la destruction des capitaux que représente l'argent en circulation et ceux qui sont engagés dans les mines exploitées, mais qu'à la baisse des prix se joindraient les secousses rapides et fréquentes auxquelles serait exposée, une circulation amoindrie,

base étroite de la stabilité du coefficient de la rapidité.

La vieille observation de Stirling apparaît de nouveau dans le champ de la discussion sereine et on dit qu'en dernière analyse, si la baisse générale des prix a lieu, elle n'influera pas sur la production, parce que l'on donnera une quantité moindre de monnaie pour une plus grande quantité de marchandises, sans modifier la proportion de l'échange des marchandises entre elles, leurs conditions de production ne variant pas.

L'observation est plus spécieuse que vraie. Comme nous l'avons déjà remarqué, les modifications que subissent les prix n'ont pas lieu par œuvre de magie et avec la précision des résultats d'un calcul algébrique sinon que la baisse se produit lentement et successivement, et, durant cette période, certaines classes de la société sont atteintes au détriment des autres, et ce sont malheureusement les plus nombreuses, celles qui

n'ont pu s'assurer la jouissance de forts capitaux monnayés.

Toutes les entreprises autrefois productives baissent, la production de la richesse s'arrête, parce que le coût de production d'aujourd'hui ne peut être couvert avec le prix que l'on atteindra après, et que toutes les conditions qui dominent les échanges auront à subir de sérieuses modifications.

On n'a pas voulu distinguer la différence radicale qui existe entre la baisse des prix qui se détermine à cause d'une diminution dans le coût de production, et celle qui a pour origine une hausse dans la puissance d'acquisition de la monnaie, l'une naturelle, l'autre artificielle ; la première produisant le bien-être social, l'augmentation de la consommation des classes peu aisées de la société, l'accroissement dans les salaires, la baisse du taux de l'intérêt des capitaux et un plus grand développement dans la production ; la seconde, des pertes pour le pro-

ducteur, la diminution des salaires des ouvriers, la hausse du taux de l'escompte, la restriction de la consommation et un ralentissement du progrès social.

Signaler cette différence, c'est éviter à ceux que ne préoccupe pas la baisse des prix, de lamentables confusions.

Mais les mauvais effets du monométallisme or se mettent en relief quand on étudie ceux qu'il est appelé à produire dans les relations qui existent entre créanciers et débiteurs.

La valeur de toutes les dettes s'accroît par la hausse de la valeur du métal avec lequel elles doivent être satisfaites, et les débiteurs se trouvent dans la nécessité, sans compensation possible, pour rendre les capitaux reçus, de donner une plus grande somme de travail que celle qu'ils représentaient quand ils les empruntèrent. Il est vrai que quand, au contraire, le numéraire se déprécie, ce sont les créanciers qui à leur tour se trou-

vent lésés; mais au point de vue du progrès social, il est préférable que ce soit ces derniers qui subissent la perte.

M. Mallet, membre de la *Gold and Silver Commission*, disait dans son Rapport: Le mouvement d'appréciation progressif du numéraire métallique produit un effet entièrement opposé, car sous son influence, ceux qui se trouvent en possession de richesses acquises en profitent aux dépens de ceux qui luttent pour les acquérir, ce qui engendre le malaise des classes laborieuses et productrices de la société. D'autre part, s'il doit survenir, par une altération de la valeur dans l'étalon monétaire, une perturbation dans les relations entre débiteurs et créanciers, il est plus conforme aux intérêts commerciaux et industriels du pays qu'elle soit plus favorable aux classes débitrices qu'aux classes créditrices.

M. Levasseur, au Congrès monétaire de Paris de 1889, répondait à ces observations qu'il était préférable de ne nuire ni aux

intérêts des créanciers ni à ceux des débiteurs en donnant au signe monétaire plus de fixité, ce que le monométallisme or pouvait seul réaliser. Pour fonder son opinion, il disait: Les contrats stipulés payables en monnaie légale suivent la fortune de l'unique métal reconnu comme étalon; ils ne subissent plus les fluctuations de la prédominance de l'un ou de l'autre, et ne sont pas soumis à une alternative qui fait toujours arriver vers les créanciers le métal déprécié. Cette condition nous rapproche donc davantage de la fixité. Elle nous paraît, en outre, plus équitable.

Voici pourquoi: avec le double étalon, le débiteur choisit et c'est la volonté d'un homme, qui, par ce choix, détermine la valeur de la monnaie. Avec l'étalon unique, cette valeur est inhérente à une chose, vous entendez bien, à une chose, et non à une volonté humaine; et j'ajoute à une chose unique, laquelle peut aussi bien valoir

plus — ce qui profiterait au débiteur — que valoir moins — ce qui profiterait au créancier.

L'erreur de M. Levasseur, en défendant les effets du monométallisme, est la même que commettent tous ses partisans. Ils soutiennent l'idéal monétaire qu'ils croient plus facilement réalisable avec l'étalon unique qu'avec le double étalon, ou, pour mieux dire, seulement réalisable avec l'étalon unique. Ils ne se préoccupent pas des effets que produirait un changement en substituant le nouveau système à l'état actuel, cette transition devant produire les graves inconvénients que nous signalons.

En combattant le double étalon ils l'attaquent par les effets auxquels donnerait lieu son établissement, sans se préoccuper de savoir s'ils seraient plus ou moins graves que ceux qu'apporterait le monométallisme.

Sans aucun doute, si le système monométallique était établi avec un stock d'or égal au total stock métallique du monde, il serait

de beaucoup préférable au régime actuel qui se distingue par l'ignorance plus complète des saines notions de la nature de la monnaie ; mais il n'en serait pas ainsi, si l'on adoptait le monométallisme avec l'or comme métal unique, parce qu'il surgirait en l'appliquant vu la quantité restreinte de ce métal, les inconvénients que nous signalons.

Pour sortir de la situation présente il faut éprouver des crises, il est vrai, et quelle que soit la résolution que l'on adopte ; mais la préférence sera donnée à celle qui apportera avec elle le moins de difficultés, et certainement ce ne sera pas l'adoption du monométallisme.

Ces inconvénients ne sont pas les seuls que produira le monométallisme. D'autres plus graves peuvent être observés.

Les pays pauvres, de volume commercial restreint, dont les importations excèdent leurs exportations, auraient d'immenses difficultés pour se le procurer, et de plus grandes

encore pour le retenir dans la circulation. Les nations puissantes qui l'ont actuellement en circulation ou qui pourraient l'attirer par des achats successifs de tout genre, le conserveront vu son importance commerciale, mais il fuirait sans retour des marchés de second ordre.

Les lois qui régissent la distribution des métaux précieux qui font fonction de monnaie sont très connues. Là où les denrées ont en relation avec la monnaie une valeur moindre, comparée à celle qu'elles peuvent atteindre dans d'autres pays, là vont les métaux précieux chercher un échange favorable. Ce sont précisément les pays pauvres, ceux qui ont des valeurs plus élevées qui, gardant la vraie proportion, ont besoin d'une plus grande quantité de signes monétaires pour satisfaire aux exigences de leur commerce intérieur ou extérieur. Il résulterait donc que les pays qui auraient le plus besoin des métaux précieux en attireraient le moins.

Quand, étant donnée la masse énorme des échanges qui ont lieu dans tous les pays, on choisit pour remplir les fonctions de monnaie, une marchandise qui existe en quantité réduite ou qui ne peut garder la réelle proportion avec le service qu'elle va rendre, elle produit nécessairement des inconvénients comme celui que nous venons de signaler.

Le système monométallique or causerait donc des maux plus grands que ceux que l'on veut éviter aujourd'hui. La réduction du stock métallique existant lui éviterait de fonctionner d'accord avec la théorie qui le soutient et rendrait onéreuse et difficile à l'extrême, la distribution de l'or en circulation entre toutes les nations. Il donnerait une plus grande fixité à la monnaie, mais seulement après avoir produit des perturbations plus profondes que celles connues jusqu'à ce jour; il rendrait en même temps les échanges plus équitables, il est vrai,

après avoir ruiné, pendant la période du bouleversement, la plus grande partie des producteurs.

Pour exprimer notre opinion tout entière, nous dirons ce que la Gold and Silver Commission des États-Unis, créée en 1876, disait dans son Rapport au Sénat américain :

La philosophie du double étalon consiste en ce qu'une hausse de la valeur de la monnaie et une baisse générale de tous les prix sont les maux les plus grands qui puissent survenir. Tandis qu'il est inutile de prendre aucune précaution contre la baisse de la valeur de la monnaie, attendu qu'on ne peut signaler dans toute l'histoire de la race humaine, un seul moment où la baisse de la valeur de l'un ou des deux métaux n'ait amené avec elle un bienfait pour l'humanité

En échange, pendant chaque période où a eu lieu une élévation de la valeur de la monnaie, elle a toujours été accompagnée

d'un désastre financier, industriel et social. La hausse de la valeur de la monnaie et la baisse des prix sont plus préjudiciables et causent plus de misère que la guerre, la faim et la peste, et provoquent plus d'injustices que toutes les mauvaises lois promulguées jusqu'à ce jour.

CHAPITRE XI

LE BIMÉTALLISME

L'unique solution efficace du problème monétaire est donc le bimétallisme.

En effet, en même temps que ce système monétaire peut offrir une monnaie de valeur stable, mettant un terme aux incessantes fluctuations qu'il subit aujourd'hui, il est le seul aussi qui produira des perturbations moins graves, en modifiant la situation actuelle des marchés monétaires.

Cependant aucun système n'a été plus combattu que le système bimétallique, soit en disant qu'il est antiscientifique, parce qu'il viole ouvertement les lois naturelles, soit en assurant qu'on pourrait l'appeler plus exactement le système de l'étalon alternatif, parce que le métal déprécié sera le seul des deux métaux qui se conservera dans la circulation

conformément aux principes sur lesquels repose la loi de Gresham, en vertu de laquelle le bimétallisme serait une fiction légale plutôt qu'une réalité.

On a voulu également démontrer qu'il n'arriverait jamais à produire la stabilité du prix des marchandises, ce qui empêcherait de passer des contrats à terme, et qu'il troublerait le développement du crédit en arrêtant le progrès humain.

Nous avons exprimé le désir de nous occuper le moins possible de discussions théoriques, mais il est difficile de ne pas réfuter d'avance des jugements tellement erronés, qui, s'ils étaient vrais, rendraient toute discussion inutile ; parce que personne ne pourrait soutenir le bimétallisme, si ce système ne pouvait être mis sous l'égide protectrice de la science.

Ce fut M. Frédéric Passy qui dit dans le Congrès monétaire de Paris : « Nous disons qu'aucun gouvernement n'a, non seulement

le droit, mais le pouvoir de maintenir entre deux valeurs, entre deux marchandises variables toutes les deux et variables tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, dans des proportions impossibles à déterminer, un rapport fixe et invariable. C'est précisément cette variabilité inévitable de la marchandise or et de la marchandise argent qui rend impossible de déterminer, une fois pour toutes, leurs prix respectifs.

« Ce n'est pas, quoi que vous en disiez, le monnayage qui donne à l'or et à l'argent leur valeur; c'est la valeur propre de l'or et de l'argent qui confère à ces métaux la fonction monétaire. »

M. Passy formulait avec une grande clarté l'ancien argument de Newton, et Locke et de M. Chevalier, le grand économiste toujours regretté; mais il oubliait, comme cela est arrivé à tous, que, s'il est certain que la monnaie doit être faite avec une marchandise, c'est-à-dire avec un objet qui ait sa

valeur propre, toutes les marchandises ne peuvent être monnaie et que, pour fixer la valeur de la monnaie, il faut considérer qu'elle a en plus un élément que n'ont pas les autres marchandises.

Ce n'est pas, en effet, l'État qui crée la valeur, il ne peut donner une valeur à un chiffon; mais comme il doit, par le moyen de ses lois, établir la monnaie et que c'est elle qui est l'instrument nécessaire pour tous les échanges, en déterminant la marchandise ou les marchandises qui doivent être acceptées, il leur donne, en les déclarant monnaies, un élément qu'elles n'avaient pas auparavant, et crée une demande puissante dont l'influence peut se mesurer seulement, en fixant le montant de la masse énorme des échanges où elles devront nécessairement intervenir.

Peut-on méconnaître cette influence? D'elle dépend la plus grande stabilité que possède la valeur des métaux qui font fonction de

monnaies, et non des conditions de sa production. Là est la différence fondamentale qui existe entre la loi qui régit la valeur d'une marchandise quelconque et la marchandise spéciale appelée monnaie.

Évitez que l'argent continue à remplir les fonctions de monnaie, vous l'assimilerez à n'importe quelle autre marchandise dont les lois qui fixeront son prix seront alors différentes. Élevez-le de nouveau à la jouissance de ses anciennes fonctions et sa valeur redeviendra relativement stable. Démonétisez l'or comme le prétendirent M. Levasseur et M. Chevalier, il y a plus de trente ans, et l'or marchandise se trouvera dans les mêmes conditions que celles où se trouve l'argent aujourd'hui.

Étendez sa fonction monétaire en le laissant seul dans la circulation il surviendra la hausse de sa valeur. Cette instabilité, ces fluctuations sont l'œuvre de l'Etat et la conséquence de ses lois monétaires. Ceci ex-

plique son influence et enseigne que les gouvernements, quoique ne pouvant créer des valeurs, ni décréter que les relations des valeurs variables entre elles ne changeront pas, parviennent par l'effet de leurs lois monétaires à donner à l'argent et à l'or une plus grande stabilité dans leur valeur, et à les maintenir dans un rapport fixe déterminé d'avance.

Les lois de la valeur sanctionnent cette saine théorie. Si la valeur des marchandises de production illimitée dépend de l'équation que déterminent l'offre et la demande, et que celles-ci influent comme une tendance vers un centre qui s'appelle le coût de production de cette marchandise que l'on obtient dans les conditions les plus mauvaises, il faut convenir que si une demande illimitée en quantité comme celle qu'établit le monnayage, quoique augmentant puissamment l'offre, elle maintiendra une valeur relativement uniforme, indépendamment du coût de production, soit que celui-ci baisse, soit

qu'il monte, soit que la production diminue ou augmente.

Si cela n'était pas vrai, et si, s'agissant des métaux précieux, le monnayage n'avait pas l'influence qu'on lui attribue, leur valeur varierait constamment comme celle des marchandises de tout genre, et avec d'autant plus de raison, qu'en termes généraux, la production d'aujourd'hui augmente celle obtenue jusqu'ici, accroissant indéfiniment la masse des métaux précieux existants. Si l'on compare cependant les variations de la valeur des unes avec celles des autres, il en résultera que celles des métaux précieux ont été inappréciables ou moins sensibles, pendant le cours même des siècles, ce dont on peut se rendre compte en additionnant la production qui en a été obtenue.

Cette conception du pouvoir de l'État et cette influence que l'on ne peut méconnaître, expliquent pourquoi le double étalon ne sera jamais un étalon alternatif, s'il est adopté

par toutes les puissances commerciales du monde.

Les observations que l'on a fait valoir sont et ont toujours été vicieuses, ainsi que les généralisations qui ont prétendu s'appuyer sur elles.

On comprend que la loi monétaire américaine de 1834 ait donné lieu à l'étalon alternatif, quoique les États-Unis aient voulu créer le double étalon sur le pied du rapport de 1 à 16 quand, en France, existait déjà le même système dans le rapport de 1 à 15 1/2, parce qu'il était facile et avantageux d'acheter sur le marché américain 16 onces d'argent avec une once d'or, pour les échanger sur le marché français, en réalisant un bénéfice d'une demi-once d'argent. Il était donc naturel, à cette époque, qu'aux États-Unis l'or rejetât l'argent de la circulation.

Il est très compréhensible que l'étalon alternatif fonctionnât aussi en France et non le double étalon et qu'à cause de la

législation américaine l'argent affluât dans la circulation comme cela eut lieu pour l'or, au moment où les mines de Californie et d'Australie jetèrent à flots l'or sur le marché anglais. L'Angleterre avait, comme elle l'a encore aujourd'hui, la législation de 1816, le monométallisme or, et l'Inde était un pays soumis au régime monométallique argent. Il était donc naturel que ce métal atteignit une prime favorisée par les achats qui se faisaient en Angleterre. Si, à cette époque, la législation eût été uniforme, si la loi monétaire avait eu pour base, dans toutes ces nations, les principes de la loi française de 1803, les métaux précieux se seraient distribués proportionnellement à la masse des échanges qui auraient eu lieu dans chaque pays. Dans ce cas, aucun de ces métaux n'aurait atteint une prime appréciable, capable d'établir une spéculation sérieuse et avantageuse.

C'est pour cela que la Gold and Silver

Commission anglaise, put conclure en disant : « Le premier pas qui conduit à la résolution du problème qui doit empêcher les maux exposés, c'est de déterminer la possibilité de créer et de maintenir stable un taux fixe de la valeur relative, entre l'or et l'argent. » Nous croyons que l'exposé que nous avons fait du pour et du contre touchant ce point, a été si complet, que nous pouvons émettre nos propres conclusions à ce sujet sans répéter l'analyse de tels arguments.

Nous croyons que, en égard à l'expérience du passé, on peut prédire les conditions économiques futures, et qu'on pourrait fixer et soutenir un rapport fixe de la valeur entre les monnaies de l'un et de l'autre métal, si les nations qui entreraient dans l'accord international, acceptaient et adoptaient le système monétaire bimétallique, sur la base de ce rapport. Nous croyons aussi que si on établissait dans ces pays le libre monnayage des deux métaux pour que leur monnaie fût

échangeable contre des marchandises au taux de la valeur relative adoptée, le prix courant de l'argent se conformerait sur le marché à ce taux et resterait toujours stable avec de très insignifiants changements.

D'autre part, pour garantir la stabilité des prix que l'on croit devoir être mis en danger par la solution bimétallique, il suffira de garantir la stabilité du rapport que l'on fixera entre les deux métaux.

Quand il sera démontré que le rapport établi se maintiendra, le bimétallisme fonctionnera aussi bien que le monométallisme. L'unité monétaire sera toujours celle que la loi déterminera et les échanges seront garantis par elle à l'avenir. Le double étalon donnera en outre une plus grande fixité aux prix, parce que les brusques différences qui pourraient avoir lieu dans la production des deux métaux se contrarieront mutuellement : que l'une monterait quand l'autre baisserait et *vice versa*

et qu'ils ne pourront les rendre sensibles que lorsque la production des deux métaux se modifiera dans le même sens de la hausse ou de la baisse, ce qui arrivera rarement quand il s'agira des deux métaux; tandis que le contraire aura lieu, si l'un des deux métaux est appelé à remplir seul la fonction de monnaie.

En réfutant toutes ces objections, parmi lesquelles quelques-unes minèrent la base du système bimétallique, nous dirons que ce dernier système présente de notoires avantages: il ne restreint pas la circulation monétaire, il ne trouble pas si fortement les relations commerciales, parce qu'il remet les choses en l'état où elles étaient auparavant; il ne serait pas préjudiciable aux créanciers dans la même proportion que les débiteurs seraient atteints en adoptant le monométallisme, et permettrait que la production continuât à se développer, redonnant aux pays de monnaie d'or, l'accroissement de leur com-

merce qu'ils ont perdu avec les pays de monnaie d'argent, dont ils ne peuvent satisfaire aujourd'hui la puissance consommatrice.

Le double étalon n'entraînerait pas avec lui, certainement, la perte des capitaux employés dans l'exploitation des mines d'argent et d'affinage des minerais; il ne priverait pas le monde du 40 0/0 de la somme des métaux précieux dont il fait usage aujourd'hui pour des opérations d'échange, il l'augmenterait au contraire en rétablissant la circulation dans son ancien état, artificiellement modifié aujourd'hui.

Il est certain, qu'étant donnée la situation actuelle, on causerait un nouveau bouleversement qui serait le dernier et qui réparerait les injustices commises, en déchargeant les débiteurs du poids énorme qu'on a voulu jeter sur leurs épaules, et qu'en élevant les prix, il ne ferait autre chose que de les remettre au niveau qu'ils ont perdu, à leur point de départ d'où on les fit baisser sans

que les producteurs en aient été cause, se livrant à la spéculation effrénée et aux abus que la nature elle-même se charge de châtier sévèrement quand ils se produisent.

Que l'on ne vienne pas non plus arguer de ce que les créanciers et les débiteurs ont droit aux mêmes égards et qu'au lieu de ne pas grever ceux-ci, on va dépouiller ceux-là; parce que ce n'est pas les dépouiller que de les empêcher de profiter d'un gain qu'ils n'ont pas acquis grâce à leurs efforts, mais à l'élément aléatoire et inconnu qui intervient dans les contrats, faussant leurs conventions, ni que le préjudice ne sera pas aussi grand que celui que les débiteurs ont subi et qu'ils ressentiraient surtout par l'adoption du monométallisme or.

La production de la richesse reprendrait l'élan perdu. Les prix élevés la stimuleraient puissamment et les avantages des producteurs détermineraient le progrès du monde, aujourd'hui entravé; au fur et à mesure que

l'abondance de la monnaie sera plus grande, plus grands seront les avantages qui en résulteront, parce que, étant donnée cette augmentation de la production, les classes peu aisées de la société dont l'avenir doit préoccuper au plus haut degré les penseurs, les publicistes et les économistes, en profiteraient.

Cette augmentation du métal circulant par suite du retour de l'argent à ses anciennes et augustes fonctions, fera tomber les barrières protectionnistes qui s'élèvent aujourd'hui en Amérique pour arrêter les exportations des pays de l'or, et celles que les nations d'Europe s'opposent entre elles.

Le grand homme d'État anglais, M. Gladstone, a pu seulement se méprendre à cet égard, en jugeant le bimétallisme comme l'allié du protectionnisme, quand, au contraire, il est son véritable ennemi et le seul qui, dans l'état actuel de la production, des bas prix existants, et du malaise qui existe dans

toute l'Europe, puisse amener les relations commerciales vers un milieu purifié par la liberté des échanges.

Cette question résolue, qui était la question préalable dans la discussion, il nous reste seulement à étudier le rapport que l'on devra adopter pour le parfait fonctionnement du système.

Quand il s'agit d'améliorer la situation actuelle du marché de l'argent, on peut accepter aussi bien le bimétallisme de 1 à 20 que propose M. Montagu, que le bimétallisme qui a eu pour apôtre M. Cernuschi, en France, et M. Allard en Belgique, celui du rapport de 1 à 15 1/2. Tous les deux peuvent faire cesser les fluctuations du change avec sa cohorte de maux de toute sorte et élever, quoique dans des proportions distinctes, les prix actuels de l'argent et de toutes les marchandises; mais s'il faut choisir entre les deux systèmes il sera préférable d'adopter celui qui a un rapport de 1 à 15 1/2.

En premier lieu, ce rapport n'imposerait pas la refonte de toutes les monnaies d'argent existantes, dépense digne d'être prise en considération, puisqu'il s'agit d'une somme de deux milliards de piastres; en second lieu, il n'affaiblirait pas la circulation de l'argent dans un 20 0/0 de sa valeur actuelle, en donnant une once d'or en échange de vingt onces d'argent, et ne produirait enfin dans son ensemble les bienfaits que l'on attend de l'adoption du système bimétallique.

M. Boissevain a défendu beaucoup mieux que je ne pourrais le faire, la préférence que l'on doit accorder au rapport de 1 à 15 1/2, dans son mémoire remarquable : *Le Problème monétaire et sa solution*, qui obtint un prix dans le concours de sir H.-M. Meysey-Thompson.

M. Boissevain disait :

« Je suis, notamment, pleinement convaincu que l'entente internationale ne pourra

avoir lieu que sur le pied du rapport de 1 à 15 1/2, l'ancien rapport légal de la France et de l'Union latine, ou encore de 1 à 16, le rapport légal américain.

» Entre ces deux rapports il n'y a, à mon avis, pas de distinction fondamentale à faire. Mais, dans la pratique, il vaudra certainement mieux de s'en tenir au 15 1/2. Il en résultera la nécessité de la refonte de la monnaie argent des États-Unis, mais celle-ci ne présentera que peu de difficultés. Et, dans le cas contraire, il y aurait à faire la refonte de la monnaie argent des pays de l'Union latine et de bon nombre d'autres pays encore, et ce serait une chose bien moins facile. D'ailleurs, il serait plus logique de revenir au 15 1/2 que de s'arrêter au 16.

» Exiger, une fois le bimétallisme adopté en principe, que la France et les autres pays qui sont dans la même position fassent le sacrifice du 15 1/2, ce serait leur imposer une perte des plus considérables. Il est à

craindre que ce serait une pierre d'achoppement pour l'accord à conclure et un obstacle vraiment insurmontable. Et ce d'autant plus que nulle part, et surtout aux États-Unis de l'Amérique, on n'a abandonné l'espoir de voir disparaître, au moins pour une grande part, l'écart entre la proportion actuelle d'échange des deux métaux et l'ancien rapport, même sans convention bimétallique. Du reste, il suffirait que les États-Unis se décidassent à brusquer les choses, pour que, d'un moment à l'autre, le métal blanc subît une forte hausse par rapport à l'or.

» Toutefois, je désire ajouter au sujet du sacrifice pécuniaire que, s'il ne s'agissait que de cela dans la question du rapport légal à adopter, ce serait certainement une œuvre de bonne politique pour les gouvernements en cause de ne pas s'y refuser absolument et de tâcher de faire aboutir, le cas échéant, les négociations à une transaction.

» Mais il y a de bien autres intérêts en jeu

dans cette question. Aussi, pour ma part, j'estime que le 15 1/2 n'est pas uniquement le seul rapport sur lequel, selon toutes les probabilités, l'entente pourrait s'établir; mais, qu'avant tout, c'est le rapport qui devrait être adopté. Les principales raisons qui plaident en sa faveur sont d'un ordre tout spécial et où la question des sacrifices pécuniaires n'a rien à voir.

» Supposons maintenant que le rapport légal bimétallique soit fixé à 1 : 20. La refonte réduirait alors ce montant de 71 millions de dollars, c'est-à-dire qu'un vide de 368 millions de francs serait créé dans la circulation monétaire des États-Unis.

» Nous n'avons pas pour ce qui regarde l'Europe des données aussi certaines que pour les États-Unis. Mais, d'après les calculs de M. le docteur Soetbeer et de M. Haupt, nous pouvons admettre qu'il doit y avoir actuellement en circulation un montant d'au moins 5 milliards de francs de métal argent

en monnaie fiduciaire, montant en circulation en ce moment-ci encore à sa valeur nominale d'après le rapport de 4 à 15 1/2. Que la refonte s'en fasse sur le pied de 4 à 20, et c'est un vide de 1125 millions de francs qu'on crée du coup dans la circulation monétaire de l'Europe.

» Les deux chiffres réunis font un total d'à peu près un milliard et demi.

» Or, d'après les dernières évaluations de M. le docteur Soetbeer, la circulation monétaire de l'Europe, des États-Unis et de l'Australie doit s'élever actuellement à

17.400.000.000 francs de monnaie d'or,
et 10.500.000.000 — — d'argent,

TOTAL . . . 27.900.000.000 francs.

Il résulterait donc de ladite refonte une contraction de la circulation monétaire des pays susnommés de plus de 50/0, et encore n'ai-je tenu compte, pour la refonte, que de la monnaie d'argent proprement dite, non pas de la monnaie d'appoint. Cependant il

serait peu désirable que celle-ci ne subît point une refonte analogue. Et en ce cas, le vide à créer dans la circulation monétaire par la refonte augmenterait de plus de la moitié.

Prenons encore un autre point de comparaison :

La production annuelle de l'or est actuellement — toujours d'après les dernières statistiques de M. Soetbeer

— de	Fr. 540.000.000
dont à déduire pour l'emploi industriel	270.000.000
RESTE	Fr. 270.000.000

La production de l'argent est, à sa valeur marchande actuelle, de

Fr. 530.000.000	
dont à déduire pour l'emploi industriel	70.000.000
RESTE	Fr. 460.000.000

Production de l'or et de l'argent ensemble, montant net, 730 millions.

» Pour combler ledit vide il faudrait donc le total de cette production pendant deux ans, et sans que, pendant cette période, ni la circulation du monde entier, ni les *thésaurisations* augmentassent d'un centime; et la production de trois ans, si la monnaie d'appoint subissait aussi la refonte.

» Vouloir inaugurer d'une manière pareille

les mesures à prendre pour remédier à la contraction monétaire dont le monde commercial a souffert pendant plus de quinze ans, ce serait en vérité le comble de l'absurde.

» La perte pécuniaire, c'est-à-dire la perte de capital qu'on imposerait de cette manière aux pays en cause ne serait, je le répète, que le moindre des maux que cela causerait. Mais il en résulterait de nouveau une perturbation des prix, une baisse générale qui surpasserait peut-être celle à laquelle nous avons assisté déjà, et qui serait d'autant plus pénible à supporter qu'elle se produirait dans un laps de temps beaucoup plus court ».

Rien ne peut être ajouté à ce qu'a dit M. Boissevain. Le triomphe de ses idées serait le vrai triomphe du bimétallisme; il causerait à la production du monde le plus grand des bienfaits.

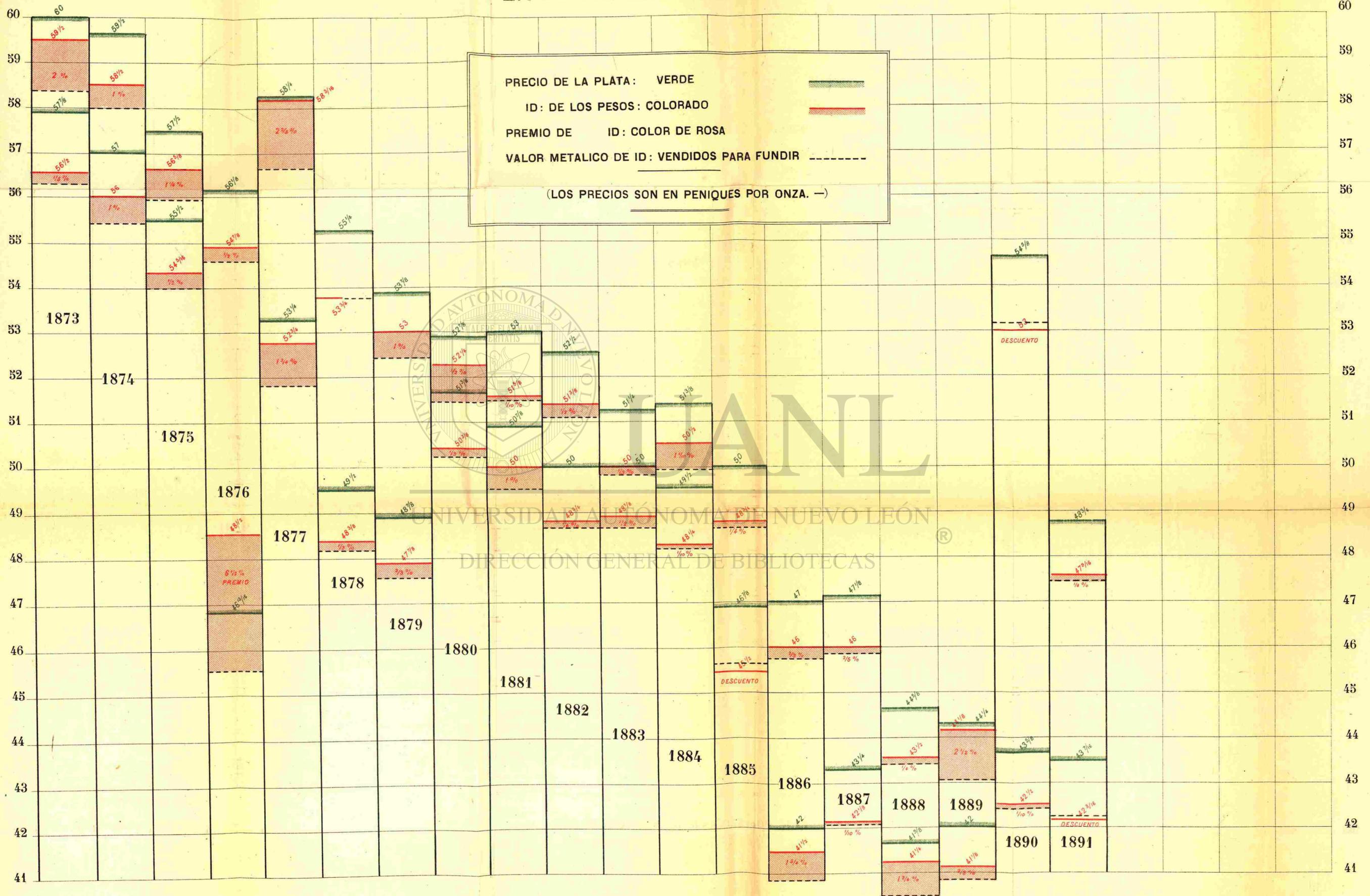
OS PESOS

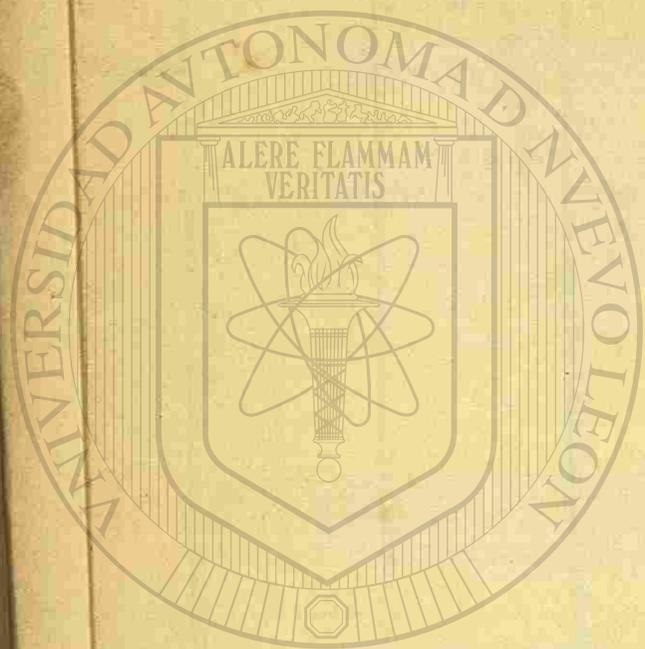
890 1891



DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

DIAGRAMA DE LOS PRECIOS MAXIMO Y MINIMO DE LA PLATA (STANDARD) Y DE LOS PESOS MEXICANOS, EN EL MERCADO DE LONDRES.





THE PAN-AMERICAN CONFERENCES
AND
THEIR SIGNIFICANCE

ADDRESS DELIVERED BY

JOAQUIN D. CASASUS,

AMBASSADOR EXTRAORDINARY AND PLENIPOTENTIARY
OF MEXICO

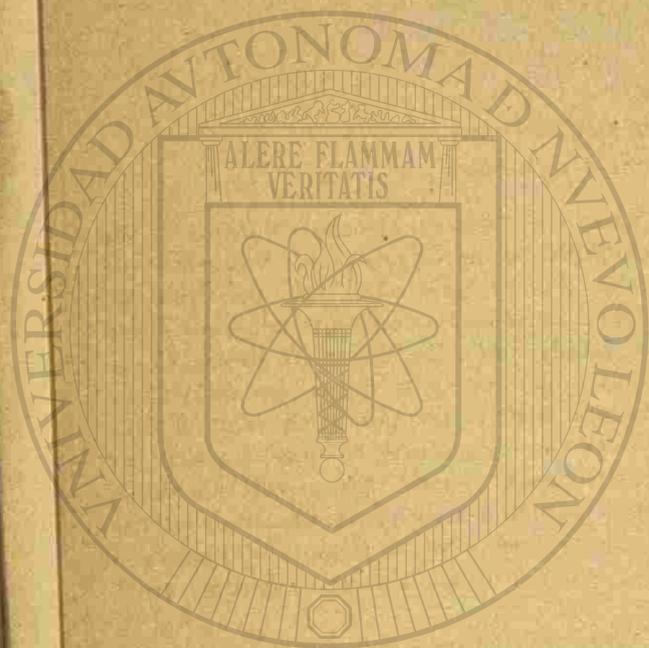
TO THE UNITED STATES OF AMERICA,
AT THE SESSION HELD IN HIS HONOR
ON SATURDAY EVENING
FEBRUARY THE 24TH, 1906,

BY THE

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN
AMERICAN ACADEMY OF POLITICAL AND SOCIAL SCIENCE

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

PHILADELPHIA.



UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE

DIRECCIÓN GENERAL DE B

MR. PRESIDENT:

MEMBERS OF THE ACADEMY:

LADIES AND GENTLEMEN:

To overcome human selfishness, the most natural of the sentiments of mankind, so as to bring into existence the family and the clan was the first effort that primitive humanity accomplished to make its indefinite progress possible. To sacrifice family and tribal interests to create the Fatherland, so that under the same sky people united and forming a whole and with equal aspirations should take shelter, was the chief victory achieved by man to assure his well being on earth. And to cast, figuratively speaking, the Fatherland into moulds heated by the fire of an intense love of humanity, nourished with sentiments of justice, is the supreme ideal which Nations aim at to become great and secure peace.

To create the family and the tribe and obtain the first victory of man over man it was necessary to use force; because if in his primitive condition man is the enemy of man as believed by the English philosopher Hume, who said: "the natural state of man is war," force was the only civilizing weapon that he could wield. To found the Fatherland, out of war, properly considered as the greatest of social necessities, right arose and right has served and serves still as the immovable basis and the indispensable support of modern nationalities. To achieve the last victory and constitute the humanity of to-morrow, from the conflicts of right has sprung up justice, which is to render war useless and teach man to struggle for liberty and progress in the peaceful strife of human labor.

Men clustered around the hearth to constitute the family,

and made of love the chain that holds together all beings as the only compensation for the sacrifice of individual selfishness. The peoples united together on the same soil to form the Fatherland, and the organization of government was the compensation as for the limits prescribed to individual liberty. Nations come nearer to each other to-day aiming at the same ideal and leaving aside the obstacles that stood in the way of their mutual development and growth, so as to make justice the supreme arbiter of right and to obtain it as the greatest reward for the sacrifice of national selfishness.

These three periods of the life of man mark the three epochs through which civilization has passed to be able to obtain after constant and repeated sacrifices, the altruistic sentiment that makes of all peoples members of the same family; of the great, of the immense human family.

This ideal, always kept alive to-day in the conscience of mankind, has been inspiring nations now for many years with the desire and necessity of convening more frequently as time elapses, conferences and congresses, some of them with the end in view of avoiding the conflicts produced by the growth of nations; others intended for the purpose of limiting the sphere of action of governments, and still others to promote a better understanding between peoples; but all, without exception, to dissipate prejudices, reestablish concord, to do away with trammels to commerce, to proclaim peace and to cultivate cordial relations, always based on a noble spirit of universal fraternity.

America could not be a stranger to this civilizing tendency and the United States of America, that in the XVIII century had taught the world how it was possible for peoples to live and prosper with self-government, under the aegis of free institutions, wished also to demonstrate that the design that the peoples of this hemisphere, without any harm to their wealth or menace to their independence, should come together, in order that they should know better their commercial necessities and unify their legisla-

tion in all that did not harm their primordial interests, was not impracticable.

The Congress of the United States by the act May 24th, 1888, authorized the President to invite the Governments of Mexico, Central and South America, Haiti and Santo Domingo to hold a conference in conjunction with the United States, with the object of discussing and recommending to the respective governments a plan of arbitration for the solution of conflicts that might arise between them, to treat besides on matters pertaining to the development of commercial traffic and of the means of direct trade between those countries and to improve the reciprocal commercial relations that might be beneficial for all.

The law of Congress specified the programme of the Conference.

Never before had such an extensive programme been presented for an International Conference nor had it been considered possible that such a programme could be a matter of discussion between delegates of different nations.

The labors of the Pan-American Conference were of concord and peace; it had not the purpose like the Congresses of Leybach and Verona to restore a form of Government and authorize a nation to reconquer her colonies: nor was it inspired either, as the Congress of Panama, a dream of the great Simon Bolivar, with the necessity of uniting the persecuted to resist the attacks of a common aggressor; but, seeking rather the union of all in a general effort, it undertook to create the commercial prosperity of this hemisphere, giving this prosperity a basis of peace by means of the amicable solution of international conflicts.

The commercial and political character of the Congress was accurately shown in an admirable way in the programme.

The Congress was commercial because the Conference aimed at having a Zollverein between the nations of America, supported by a uniform system of Custom House rules for imports and exports of merchandise, equal duties

and the same nomenclature and similar forms for consular invoices, all resting in the adoption of an identical system of measures and weights and in a silver currency of international legal tender.

And it was besides a political Congress, because it contemplated the establishment of a general extradition treaty, and above all, because it proclaimed that arbitration was the best means of solving the questions and differences that might arise between the nations of America.

The invitation to the Conference was addressed to all the Governments of the American Continent on the 13th of July, 1888 and after all of them accepted it, the Conference met at Washington on October 2nd 1889, with Mr. James G. Blaine, then Secretary of State, in the chair.

For a period of six months the programme of the Conference was largely discussed and its resolutions were in the form of simple recommendations to the respective Governments.

The commercial necessities of the continent were well defined and all agreed that it was desirable to build a railway that should clasp it with steel bands and to establish means of rapid steam communication on the Pacific as well as on the Atlantic, the Gulf of Mexico and the Caribbean Sea, and that to render fruitful said communication, partial reciprocity treaties between the Governments should be negotiated; that a common nomenclature of all the articles taxed or dutiable, when imported by the different nations, should be arranged in alphabetical order; uniform rules for the making up of consular invoices were to be adopted and all port and tonnage charges effective in different ports of the continent would be consolidated in a single one.

To favor the commercial interests of America, the creation of an international bank was considered as possible, and a new Conference was convened, destined to discuss and establish the scheme of legal tender silver currency.

The political programme of the Conference was also in principle agreed to. The adoption of treaties on interna-

national, civil, commercial and criminal laws was recommended; diplomatic intervention for the recovery or collection of money in cases of pecuniary claims, was condemned; the right of conquest was eliminated from the laws of the nations of the New World; negotiations for treaties of extradition of criminals were advised and lastly it was declared that arbitration was the best means to adjust all conflicts that might arise between the different nations of America.

To symbolize the international union of the American Republics, it was deemed opportune to establish an international Bureau, intrusted with the task of collecting and distributing commercial reports of all kinds.

What benefits were obtained by that Conference? What was the practical results of that generous effort carried out to identify the commercial and political interests of America?

Practical results were scarce, but the Conference did not fail to have great significance.

In fact the International Bureau of the American Republics was established in Washington: preliminary work was made for the survey of the inter-continental railway and the commercial nomenclature was printed in three different languages.

However, all the other recommendations were only the expression of noble ideals, of legitimate aspirations, of plans, some perhaps impossible of accomplishment.

Yet it cannot be said that the Conference did not perform a work of immense usefulness. It had been as a bond that linked together all the peoples of the continent; it revealed to each community of interests; it had brought to the greater part promises of future wellbeing; all had known each other more intimately; all had given evidence of their commercial power and all had seen the shining ideal above them as an immense ray of hope that might possibly be realized.

If only this benefit had been derived from the Conference

of 1889, it would be of itself enough to reward the labors of the statesmen who conceived the idea of convening it and of those called upon to discuss the problem comprised in its programme.

The transcendental importance of the work which this conference attempted to accomplish cannot be the labor of a single day, but the slow and arduous labor of generations. The dreams of yesterday become the realities of to-day and the conceptions of sagacious men, the idle fancies of poets and the efforts of statesmen, at last are changed into efficient laws, precepts of practical usefulness and roads that show us the way to aggrandizement and prosperity.

Nations, like men, need ideals to sustain them in the obstinate struggle they undertake to accomplish their destinies, and those ideals must be to them like the column of fire which guided the uncertain path of the people of Israel through the desert.

The Government of the United States, filled with enthusiasm, as it always is, for all that can affect the interests of the American Continent, believed in insisting in its purpose of assembling the representatives of peoples of all the American States to discuss all questions that influence their international relations and pointed out the desirability of holding a second Pan-American Congress.

The City of Mexico having been selected for this purpose, the Government of the United States of Mexico, on the 15th of August of 1900, addressed an invitation to all the Governments of the American States to assemble in October of 1901, in the Capital of the aforesaid Republic, to hold the Conference.

The programme of the Second American International Conference was comprised in the following propositions:

I—Matters treated by the former Conference which the new Conference decides to consider.

II—Arbitration.

III—International Court of Claims.

IV—Means of protecting industry, agriculture and commerce. Development of communications between the nations that form the Union. Consular, port and Customs regulations. Statistics.

V—Reorganization of the International Bureau of American Republics.

The programme, as we see, was as extensive as that of the first Conference and was calculated to give rise anew to long and thorough discussion of all those principles that serve to lay the foundation of the agricultural, industrial, commercial and political prosperity of America.

The second American International Conference, profited, however, by the experience acquired in 1889, and did not wish to limit itself to make the continental Governments more or less effective recommendations; but proceeded to write, discuss, approve and sign treaties and conventions so appropriately prepared that they could be submitted to the ratification of the legislative bodies of America and so be converted into obligatory transactions of an international character.

The labors of that Conference consisted of six conventions, four treaties, a protocol adhering to the Hague treaties of the 29th of July 1899, eight resolutions and three recommendations.

The convention had these purposes: The exchange of scientific, commercial and industrial publications; the protection of artistic and literary copyrights; the formation of Codes of Public International Law and of Private International Law in America; the declaration of the validity of professional diplomas; the rights of foreigners and the holding of a geographical Congress which was to meet at Rio Janeiro.

The treaties comprised: Patent and trade-mark laws; extradition of criminals and protection against anarchy; the submission to arbitration of all pecuniary claims and obliga-

tory arbitration in all questions not affecting the honor and independence of nations. It was previously stipulated that independence and national honor would not be considered at stake in all controversies relating to diplomatic privileges, boundaries, rights of navigation and validity, interpretation and observance of treaties.

The resolutions adopted by the Conference referred to the prosecution of the work of the intercontinental railway; to the convening of special Congresses, to deal with the Customs system and the sanitary laws as well as with the production and consumption of coffee; to the reorganization of the International Bureau of the American Republics and to decide the form and the way in which the future International Conferences were to be convened systematically.

The recommendations had in view: To call the attention of the nations of America to the desirability of establishing an American Bank; of creating an archeological commission for the study and research of American antiquities and proclaimed the advantages that are to be obtained from the great Philadelphia Commercial Museum.

If all the nations represented in that Conference had sent to their respective legislative bodies for study and ratification, after the meeting of the delegates, all the conventions and treaties adjusted, and these had been sanctioned by all the Governments, the task of the Conference held in Mexico would have been of such importance that it could well have gloried in being the greatest and most fruitful of all international conferences that had ever met in the lapse of centuries.

But even if it is not so, the practical results already obtained are such that the Conference is never to be forgotten and these results demonstrate that it has contributed more than any other to the commercial advancement of America and to the progress of a noble and generous idea—universal pacification.

Some of the Central-American nations—Guatemala, Salvador and Honduras—gave their approval to all the labors

of the Mexican Conference. The United States ratified the convention for the exchange of publications; the Custom Congress was held in New York in January of 1903, and in December of 1902, and in October of 1905 the Sanitary Congresses assembled, their labors being so beneficial that a new convention was signed in conformity with the context of that of Paris to regulate all that refers to sanitary service and quarantines.

But the task of the Conference in Mexico which is destined to perpetuate its name in history, is the Convention on obligatory arbitration of pecuniary claims, which having been ratified by the Congress of the United States, by that of Mexico and by Peru will soon be also approved by all the other nations of this hemisphere.

To understand the wide scope of this Convention, be it sufficient to consider that notwithstanding the gigantic efforts made in all the civilized world to renounce force to obtain redress and succeed in having an era of peace and concord, this is the first time the principle which the great Argentine Minister Dr. Drago enunciated that the collection of public debts and pecuniary claims should never be made by force, has been consecrated in a general and obligatory form.

When the great thinkers Grotius, Pufendorff and Vattel dared to proclaim the principles of perpetual peace like magical dreams impossible of realization; when philosophers like Bentham and Kant wished to avoid war by constituting international tribunals and permanent congresses of nations; when Stuart Mill the publicist, over the bonds of sympathy between peoples tried to establish a supreme court of justice constituted by themselves to adjust their differences; when authorities on international law such as Levy and Bluntschli studied the proceedings for cases of arbitration, they could never have conceived that what was nothing but vain fancies, pleasing chimeras, golden dreams and deceptive illusions would soon be transformed into rules

and precepts of law, maxims of justice, effective obligations and commandments of strict observance.

When the Governments of the United States of America and Mexico in the treaty of Guadalupe Hidalgo bound themselves to try in the most sincere and earnest manner to preserve peace, employing for said purpose mutual representations and peaceful negotiations to avoid the disagreements that might arise between them as to the intents of the treaty or in reference to other matters in the political and commercial relations of both countries; and when again the Government of the United States and that of Great Britain submitted to arbitration the Alabama claims in 1871, they could not suppose that within a relatively short period the peaceful solution of international conflicts would make such immense progress as to become an obligation knowingly agreed to and to be necessarily observed in some contests and controversies.

This arises from the fact that human civilization like alluvial soil is of slow and successive formation, years and centuries agglomerating their continual labor and preparing the rich and fruitful soil where, in perpetual bloom are to flourish noble ideas, generous sentiments destined to restore on earth the reign of peace and justice.

Another action of the second International American Conference worthy of the attention not only of the nations of this hemisphere but of all of the civilized world, is the protocol adhering to the treaties signed in the Hague on the 29th of July, 1889.

In fact, of the nations of America only the United States and Mexico were represented in the Hague Conference; and the others of the South American continent did not take part in the adjustment of the treaty which established for the first time the international tribunal destined to render effective the principle of arbitration.

This is not the occasion to express an opinion as to the organization of the Hague Tribunal, the most intelligent

effort and the most august and respectable human institution carried out efficaciously to help to bring about the establishment of universal peace; but we can remark that the fact of all the nations of America being summoned to enjoy its benefits may be considered as one of the great triumphs of the XIX century.

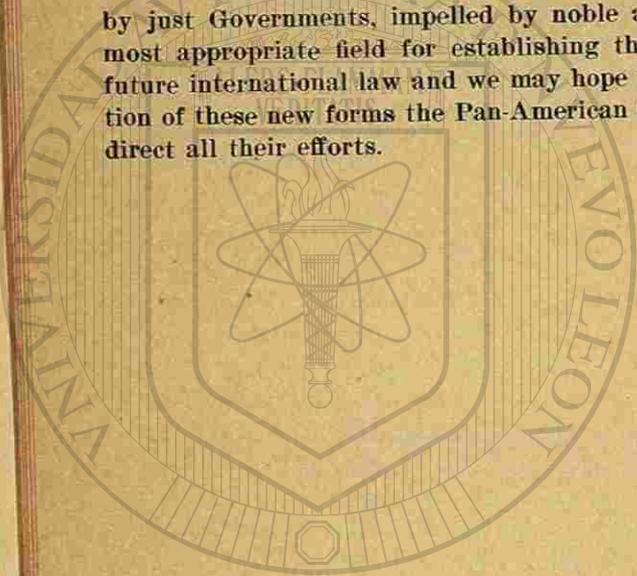
If in future, nations are to decide to increase slowly the number of cases in which arbitration can be compulsory, when it is a question of interpretation of conventions and treaties or when they refer to matters not binding the independence and national honor, until they accept it in all its entirety, nothing will contribute more powerfully to its accomplishment than the Hague International Tribunal that in the midst of the desolation engendered by war, of the sacrifices of human life and of the destruction of public wealth they occasion, shall be considered by nations as the ark from which will sally forth the dove, a harbinger of universal peace.

The Conference of Mexico assured another benefit for America; the periodicity of the conferences to pursue the study of all the questions that interest America and in virtue of which periodicity the Third Pan-American Conference is to meet shortly in the Capital of the great Republic of Brazil.

It is not possible for human sagacity to penetrate with investigating foresight the depths of the future to ascertain what the next and the succeeding International American Conferences are to be in the course of time; but it can be affirmed without fear of falling into an error, that each one will be of more importance than the preceding and that all of them will strive with more eagerness to rivet the bonds which are to unite the nations of this hemisphere.

If we have seen that a union of the Nations is to be accomplished at the cost of some sacrifices of national selfishness; and if we have reflected that in the long run these sacrifices without suppressing the frontiers which divide

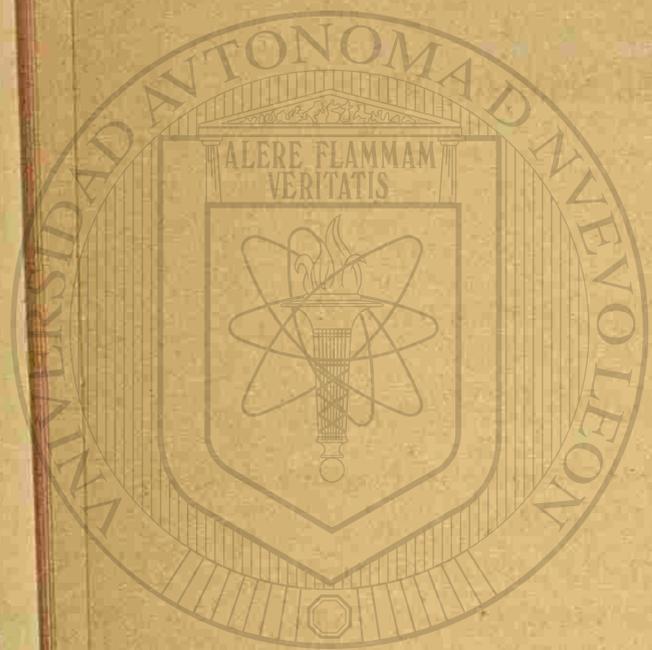
nations contribute to the organization of future humanity, it is but natural to suppose that all these Conferences that America is to hold from time to time are to be land-marks on the road to that ideal that protects and encourages us. The American continent governed by free institutions, ruled by just Governments, impelled by noble ambitions is the most appropriate field for establishing the new forms of future international law and we may hope that to the creation of these new forms the Pan-American Conferences will direct all their efforts.



UANL

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS



**LAS CONFERENCIAS PAN-AMERICANAS
Y
SU SIGNIFICACIÓN.**

DISCURSO PRONUNCIADO POR

JOAQUIN D. CASASUS,

EMBAJADOR EXTRAORDINARIO Y PLENIPOTENCIARIO
DE MÉXICO.

EN LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA
EN LA SESIÓN VERIFICADA EN SU HONOR

LA NOCHE DEL SÁBADO

24 DE FEBRERO DE 1906

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

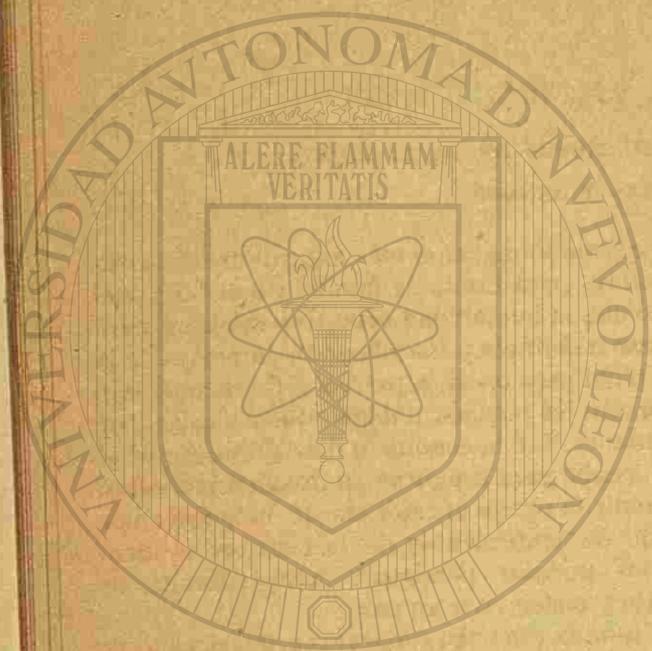
POR LA

ACADEMIA AMERICANA DE CIENCIAS POLÍTICAS Y SOCIALES

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

DE

FILADELFIA.



UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

SEÑOR PRESIDENTE :

SEÑORES MIEMBROS DE LA ACADEMIA :

SEÑORAS Y SEÑORES :

Vencer el egoísmo humano, el más natural de los sentimientos del hombre, para fundar la familia y la tribu, fué el primer esfuerzo que la humanidad primitiva realizara para hacer su progreso indefinido. Sacrificar los intereses de la familia y de la tribu para crear la patria, á fin de que bajo su cielo se abrigaran los pueblos, unidos é identificados por aspiraciones comunes, fué la conquista más grande que el hombre llevara á cabo para asegurar su prosperidad sobre la tierra. Y fundir la patria al calor de un inmenso amor humano, nutrido de sentimientos de justicia, es el ideal supremo que los pueblos persiguen para obtener su engrandecimiento y poder vivir en paz.

Para crear la familia y la tribu y lograr la primera victoria del hombre sobre el hombre, fué necesario recurrir á la fuerza ; porque si el hombre, en su estado primitivo, es el enemigo del hombre, pues como lo creyó el filósofo inglés Hume : "the natural state of man is war", la fuerza era la única arma civilizadora que podía esgrimir en sus manos. Para fundar la patria, de la guerra, considerada con razón como la mayor de las necesidades sociales, surgió el derecho ; y él ha servido y sirve de base incommovible y de indispensable sostén á las nacionalidades modernas. Y para realizar la última victoria [y constituir la humanidad de mañana, de los conflictos del derecho ha nacido la justicia, que es la que habrá de hacer inútil la guerra, y habrá de enseñar á los hombres á luchar por su libertad y u progreso, en las pacíficas contiendas del trabajo humano.

Los hombres se agruparon al calor del hogar para constituir la familia, é hicieron del amor la cadena que liga á todos los seres y la única compensación de todos los sacrificios del egoísmo individual.

Los pueblos se unieron entre sí sobre un mismo suelo para formar la patria, y la organización del poder público fué la compensación de los límites puestos á la libertad individual. Y las naciones se acercan hoy las unas á las otras, persiguiendo un mismo ideal y salvando los obstáculos que estorban su mutuo desarrollo y crecimiento, á fin de hacer de la justicia el árbitro supremo del derecho, y obtenerla como la mayor recompensa de todos los sacrificios del egoísmo nacional.

Estos tres periodos de la vida del hombre marcan las tres etapas que ha recorrido la civilización para poder llegar, de sacrificio en sacrificio, á la conquista del sentimiento altruista que convierte á todos los pueblos en miembros de una sola familia : de la grande, de la inmensa familia humana.

Este ideal siempre vivo hoy en la conciencia de los pueblos, es el que ha venido inspirando á las naciones desde hace muchos años el deseo y la necesidad de convocar, cada día con mayor frecuencia, conferencias y congresos enderezados unos á evitar los conflictos que el crecimiento de los pueblos produce, encaminados otros á limitar la esfera de acción de los gobiernos, y llamados algunos á dar facilidades para que los pueblos se aproximen los unos á los otros ; pero consagrados todos sin excepción á disipar preocupaciones, á restablecer la concordia, á privar de trabas al comercio, á predicar la paz y á cultivar relaciones cordiales, basadas siempre en un noble espíritu de confraternidad universal.

La América no podía apartarse de este movimiento civilizador ; y los Estados Unidos que en el siglo XVIII habían enseñado al mundo cómo era posible que los pueblos viviesen y prosperasen gobernándose por sí mismos, bajo la égida de instituciones libres, quisieron á la vez demostrar

que no era vano el intento de procurar que los pueblos del Continente, sin daño para su riqueza y sin menoscabo de su independencia, se acercaran los unos á los otros para conocer mejor sus necesidades comerciales, y unificar su legislación en todo aquello que no perjudicara á sus primordiales intereses.

El congreso de los Estados Unidos por virtud de la ley de 24 de mayo de 1888, autorizó al Presidente de la Nación para que invitara á los Gobiernos de México, Centro y Sud América, Haití y Santo Domingo, á fin de que en unión suya celebraran una conferencia con el objeto de discutir y recomendar á los respectivos Gobiernos la adopción de un plan de arbitraje para la solución de los conflictos que pudieran suscitarse entre ellos ; de tratar además de asuntos relacionados con el desarrollo del tráfico comercial y de los medios de comunicación directa entre dichos países, y de fomentar aquellas relaciones comerciales recíprocas que fueran provechosas para todos.

La ley del Congreso precisó el programa de la conferencia.

Nunca se había presentado hasta entonces un programa tan vasto para una Conferencia Internacional ; y jamás se había considerado que semejante programa pudiera ser materia para una discusión entre delegados de diversas naciones.

La obra de la Conferencia Pan-Americana era de concordia y de paz ; no tenía por objeto, á semejanza de los Congresos de Leybach y de Verona, restaurar una forma de gobierno y autorizar á una Nación para la reconquista de sus colonias ; no se inspiraba tampoco, como el Congreso de Panamá, que fuera el ensueño del alma grande de Simón Bolívar, en la necesidad de unir á los perseguidos para resistir á los ataques de un agresor común ; sino que buscando la unión de todos en un esfuerzo general, pretendía crear la prosperidad mercantil del Continente, dándole como base la paz por medio de la solución de los conflictos internacionales.

El carácter comercial y político de la Conferencia estaba precisado por manera admirable en su programa.

Era comercial, porque aspiraba la Conferencia á crear una unión aduanera entre las naciones de América, que tuviese por base un sistema uniforme de disposiciones aduanales para la importación y la exportación de mercancías, iguales derechos y una misma nomenclatura y una forma semejante de facturas consulares, apoyado todo en la adopción de idéntico sistema de pesas y medidas y de una moneda de plata de curso forzoso internacional.

Y era además política porque pretendía establecer un tratado general de extradición, y, sobre todo, porque preconizaba que el arbitraje era el medio mejor para resolver las cuestiones y diferencias que pudieran surgir entre las Naciones de América.

La invitación para la Conferencia fué dirigida á todos los Gobiernos del Continente Americano en 13 de Julio de 1888; y después de haber sido aceptada por todos ellos, se reunió en Washington bajo la presidencia del entonces Secretario de Estado, Mr. James G. Blaine, en 2 de Octubre de 1889.

Durante seis meses el programa de la Conferencia fué ampliamente discutido, y sus resoluciones tomaron la forma de simples recomendaciones, hechas á los Gobiernos respectivos.

Las necesidades comerciales del Continente quedaron bien definidas y todos convinieron en que era oportuno construir un ferrocarril que abrazara con sus lazos de acero el Continente y establecer comunicaciones rápidas de vapor tanto en el Pacífico como en el Atlántico, en el Golfo de México y en el Mar Caribe; y que para que esas comunicaciones fueran fructíferas, se negociaran tratados parciales de reciprocidad entre los Gobiernos; se aceptó una nomenclatura comercial, arreglada en orden alfabético de todos los artículos gravados con impuestos á su importación por las naciones; se adoptaron preceptos uniformes para el otorgamiento de las facturas consulares y se consolidaron en

uno solo todos los derechos de puerto y de tonelaje que se cobraban en los distintos puertos del continente. Para apoyar los intereses comerciales de la América, se creyó posible la creación de un banco internacional, y se convocó una nueva conferencia llamada á discutir la creación de una moneda internacional de plata de curso forzoso.

El programa político de la Conferencia quedó también consagrado en principio; y se recomendó la adopción de tratados de derecho internacional, civil, comercial y procesal; se condenó la intervención diplomática para el cobro de reclamaciones pecuniarias; se eliminó del derecho público de estas naciones el derecho del conquista; se preconizó la conveniencia de celebrar tratados de extradición de criminales y por último, se declaró que el arbitraje era el medio mejor para dirimir todos los conflictos que pudieran suscitarse entre las diversas Naciones de la América.

Para simbolizar la unión de las Repúblicas Americanas, se creyó que nada era más adecuado, que crear una oficina internacional, encargada de recoger y distribuir informes comerciales de todo género.

¿Cuál fué el fruto de aquella Conferencia? ¿Cuál el resultado práctico de aquel esfuerzo generoso llevado á término para identificar los intereses comerciales y políticos de la América?

Los resultados prácticos fueron escasos; pero no dejaron de tener una alta significación.

La Oficina Internacional de las Repúblicas Americanas se estableció en efecto en Washington; se hicieron estudios para el trazo de la vía ferrea intercontinental, y se llegó á imprimir en tres idiomas la nomenclatura comercial.

Sin embargo, todas las demás recomendaciones hechas, sólo fueron la expresión de ideales nobles, de aspiraciones legítimas, de propósitos, algunos de ellos, tal vez irrealizables.

No puede decirse empero que aquella Conferencia no verificara una obra de inmensa utilidad. La Conferencia había sido un lazo de unión entre los pueblos del Continente;

había revelado á cada uno la comunidad de sus intereses; había traído, para los más, promesas de bienestar futuro; todos se habían conocido más íntimamente; todos habían dado muestras de su potencia comercial, y todos habían contribuido á levantar un ideal que flotara sobre ellos como una inmensa esperanza de realización posible

Si este hubiera sido el único bien que se hubiera obtenido de la Conferencia de 1889, él era bastante para recomendar la labor de los hombres de estado que concibieron su convocación y de aquellos llamados á discutir los problemas comprendidos en su programa.

La obra trascendental que las conferencias de este género se proponen realizar, no puede ser labor de un día sino un trabajo lento y sucesivo que las generaciones operan á través de los tiempos.

Los sueños de ayer se truecan á la postre en las realidades de hoy; y las concepciones de los pensadores, y las quimeras de los poetas, y los esfuerzos de los hombres de estado llegan al fin á convertirse en leyes eficaces, en preceptos de utilidad práctica y en rumbos que señalan el camino del engrandecimiento y la prosperidad.

Los pueblos, como los hombres, necesitan de ideales que los sostengan en la lucha tenaz que emprenden para la realización de sus destinos; y esos ideales han de ser para ellos lo que la columna de fuego, que á través del desierto iba guiando la marcha incierta del pueblo de Israel.

El gobierno de los Estados Unidos, lleno como siempre de entusiasmo por todo lo que puede afectar los intereses del Continente Americano, creyó que debía insistir en su propósito de reunirse á discutir todo lo que afectara á sus relaciones internacionales; é indicó la conveniencia de que se efectuara un nuevo Congreso Pan Americano.

Escogida la Ciudad de México para que en ella se verificara, el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, en 15 de Agosto de 1900, dirigió una invitación á todos los Gobiernos de América para que en Octubre de 1901 se reuniera en la Capital de la República la expresada Conferencia.

El programa de la Segunda Conferencia Internacional Americana quedó comprendido en las siguientes proposiciones.

- I. Puntos estudiados por la Conferencia anterior que la nueva Conferencia decida reconsiderar;
- II. Arbitramento;
- III. Corte Internacional de Reclamaciones;
- IV. Medios de protección á la industria, agricultura y comercio. Desarrollo de las comunicaciones entre los pueblos de la unión. Reglamentos consulares, de puertos y aduanas. Estadísticas;
- V. Reorganización de la Oficina Internacional de las Repúblicas Americanas.

El programa, como se ve, era tan amplio como el de la primera Conferencia, y estaba llamado á ocasionar de nuevo una amplia y profunda discusión de todos aquellos principios que pueden servir para fundar la prosperidad agrícola, industrial, comercial y política de la América.

La segunda Conferencia Internacional Americana aprovechó, sin embargo, la experiencia adquirida en 1889; ya no quiso limitarse á hacer recomendaciones más ó menos eficaces á los Gobiernos del Continente; sino que procuró redactar, discutir, aprobar y firmar tratados y convenciones que, por su forma y por su fondo, pudieran ser sometidos á la ratificación de los Cuerpos Legislativos de la América, y convertidos por ende en obligaciones de carácter internacional.

La obra de aquella Conferencia consistió en seis convenciones, cuatro tratados, un protocolo de adhesión á los tratados de la Haya de 29 de Julio de 1899, ocho resoluciones y tres recomendaciones.

Las convenciones tenían por objeto: el cambio de publicaciones científicas, comerciales é industriales; la protección de la propiedad artística y literaria; la formación de códigos de Derecho Público y Privado de América; el re-

conocimiento de la validez de los títulos profesionales; los derechos de los extranjeros, y la celebración de un congreso geográfico que había de reunirse en Río Janeiro.

Los tratados comprendían: las leyes de patentes y de marcas de fábrica, la extradición de criminales y la protección contra la anarquía; la sumisión á arbitraje de todas las reclamaciones pecuniarias y al arbitraje obligatorio para todas las cuestiones que no afecten la independencia y el honor de las Naciones; declarando desde luego que no se considerarían comprometidos ni la independencia ni el honor nacional, en todas las controversias sobre privilegios diplomáticos, límites, derechos de navegación y validez, inteligencia y cumplimiento de tratados.

Las resoluciones se referían: á proseguir empeñosamente la obra del ferrocarril intercontinental, á convocar congresos especiales para estudiar el régimen aduanero y las leyes sanitarias, así como las condiciones de la producción y consumo del café; á reorganizar la Oficina de las Repúblicas Americanas, y á establecer la forma y manera en que habían de convocarse de un modo sistemático las futuras conferencias internacionales.

Las recomendaciones tenían por fin: llamar la atención de los pueblos de América acerca de la conveniencia de establecer un banco pan-americano; de crear una comisión arqueológica para el estudio de las antigüedades de América; y preconizaba las ventajas que está llamado á producir el gran Museo Comercial de Filadelfia.

Si todas las Naciones representadas en aquella Conferencia, después de su celebración hubieran enviado á sus respectivos Poderes Legislativos para su estudio y ratificación todas las convenciones y tratados ajustados, y éstos hubieran llegado á ser sancionados por todos los Gobiernos, la obra de la Conferencia de México hubiera sido de una importancia tal, que se hubiera podido gloriarse de ser la más fructuosa de todas las conferencias internacionales celebradas en el transcurso de los siglos.

Pero aun cuando así no sea, los resultados prácticos ob-

tenidos ya son bastantes para hacerla inolvidable y para demostrar que ella ha venido ha contribuir más que otra alguna al adelanto comercial de la América y al progreso de una idea noble y generosa: la pacificación universal.

Algunas de las Naciones de Centro América—Guatemala, El Salvador y Honduras,—dieron su aprobación á toda la labor de la Conferencia de México. Los Estados Unidos ratificaron la convención del cambio de publicaciones; y oportunamente se verificó en Enero de 1903 el Congreso Aduanero de Nueva York; y en Diciembre de 1902 y en Octubre de 1905 los Congresos Sanitarios cuya labor ha sido tan provechosa, que en 14 de Octubre de 1905 se firmó una nueva convención conforme al texto de la de París, para reglamentar todo lo que se relaciona con los servicios sanitarios y las cuarentenas.

Pero la obra de la Conferencia de México que está llamada á perpetuar su nombre á través de la historia, es la convención relativa al arbitraje obligatorio de las reclamaciones pecuniarias; porque ratificada por el Congreso de los Estados Unidos, por el de México y por el del Perú, bien pronto lo será por todas las demás naciones del Continente.

Para medir el alcance de esta Convención, basta considerar que á pesar de los esfuerzos gigantescos emprendidos en todo el mundo civilizado para renunciar al empleo de la fuerza para hacerse justicia y lograr que reine sobre la tierra una era de paz y de concordia, esta es la primera vez que se consagra, en forma general y obligatoria, en un tratado internacional, el principio que enunciara el gran jurisconsulto argentino Drago de que el cobro de deudas públicas y reclamaciones pecuniarias no debía efectuarse jamás por medio de la fuerza.

Cuando los grandes pensadores Grocio, Pufendorff y Vattel se atrevían á predicar los principios de la paz perpetua, como un mágico ensueño de realización imposible; cuando los filósofos, como Bentham y Kant, querían prevenir la guerra constituyendo tribunales internacionales y congresos permanentes de naciones; cuando el publicista Stuart

Mill, sobre los lazos de simpatía entre los pueblos, pretendía erigir una corte suprema de justicia constituida por ellos para dirimir sus diferencias; cuando los tratadistas de Derecho Internacional como Levi y Bluntschli, estudiaban los procedimientos para los casos de arbitraje, no pudieron imaginarse que lo que no era sino fantasías vanas, quimeras risueñas, dorados espejismos é ilusiones engañosas, habría bien pronto de convertirse en reglas y principios de derecho, máximas de justicia, obligaciones eficaces y preceptos de necesario cumplimiento.

Cuando el Gobierno de los Estados Unidos de América y el de México, en el tratado de Guadalupe Hidalgo, se comprometieron á procurar de la manera más sincera y empeñosa conservar la paz usando al efecto de representaciones mutuas y de negociaciones pacíficas para evitar los desacuerdos que entre ellos pudieran surgir, ya con motivo de la inteligencia de dicho tratado, ó ya respecto de otras materias en las relaciones políticas y comerciales de de ambos países; y cuando el mismo Gobierno de los Estados Unidos y el de la Gran Bretaña sometían á arbitraje las reclamaciones de Alabama en 1871, no pudieron suponer tampoco que en un período relativamente corto la solución pacífica de los conflictos realizara progresos tan inmensos, que llegara á convertirse en una obligación á sabiendas contraída y de cumplimiento necesario para determinado género de disputas y controversias.

Pero esto depende de que la civilización humana, como los terrenos de aluvión, es de una formación lenta y sucesiva, en la cual los años y los siglos van dejando aglomerada su labor incesante, hasta preparar el campo rico y fecundo de donde han de brotar en floración perpetua las ideas nobles, los sentimientos generosos, llamados á restablecer sobre la tierra el reinado de la paz y de la justicia.

Otro acto de la segunda Conferencia Internacional Americana es digno de llamar la atención, no sólo de las naciones del Continente, sino del mundo civilizado; y es el

protocolo de adhesión á los tratados que se firmaron en la Haya en 29 de Julio de 1899.

En efecto, de las Naciones de América sólo concurrieron á la Conferencia de la Haya, los Estados Unidos y México; y las demás del Continente dejaron de tomar parte en la celebración del tratado que estableció por primera vez el tribunal internacional llamado á hacer eficaz, por medio de sus resoluciones, los convenios de arbitraje obligatorio que pudieran suscribirse por todas las naciones del mundo.

No es este el momento oportuno para emitir un juicio acerca del Tribunal del Haya, que es el esfuerzo más inteligente y la institución humana más augusta y respetable llevada á cabo para ayudar eficazmente al establecimiento de la paz universal; pero sí podemos considerar que el hecho de que sean llamadas á disfrutar de sus beneficios todas las naciones de América, puede estimarse como una de las grandes conquistas obtenidas en el siglo XX.

Si en lo futuro las naciones han de decidirse á ir aumentando lentamente los diversos casos en que el arbitraje pueda ser obligatorio, ya cuando se trate de la interpretación de las convenciones y tratados; ya cuando se refieran á asuntos que no preocupen la independencia y el honor nacionales hasta llegar á aceptarlo en toda su extensión, nada habrá de contribuir de una manera más poderosa á su realización, que el Tribunal Internacional de la Haya, que en medio de la desolación que las guerras engendran, y de los sacrificios de vidas humanas que traen consigo, y de la destrucción de la riqueza pública que ocasionan, habrá de ser visto por los pueblos como el arca de donde habrá de salir la paloma mensajera de la paz universal.

La Conferencia de México aseguró todavía otro beneficio para América: la periodicidad de las conferencias, para continuar estudiando todas las cuestiones que á la América interesan, y por virtud de la cual habrá de reunirse en breve la Tercera Conferencia Pan-Americana en la Capital de la gran República del Brasil.

No es posible á la sagacidad humana penetrar con

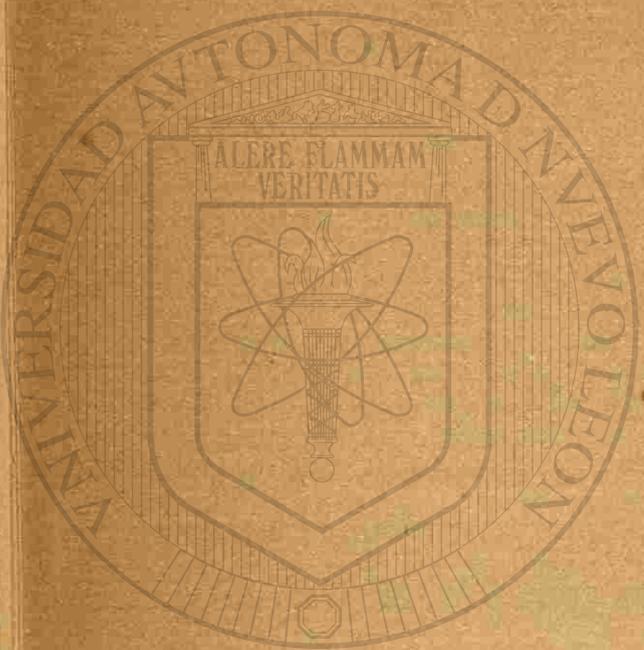
mirada investigadora entre las sombras del porvenir, para poder asegurar lo que habrá de ser la próxima Conferencia Internacional Americana, y las que en el transcurso de los tiempos la sucedan ; pero sí puede asegurarse sin temor de incidir en un error, que cada una ha de ganar en importancia á la que preceda, y que todas se han de afanar por hacer más y más estrechos los lazos que unan á todas las Naciones de este Hemisferio.

Si hemos visto que el acercamiento de los pueblos entre sí habrá de llevarse á cabo mediante algunos sacrificios impuestos al egoísmo nacional ; y si hemos considerado que estos sacrificios son á la postre los que, sin borrar las fronteras que dividen á las naciones, habrán de contribuir á la constitución de la humanidad de mañana, natural es suponer que todas estas conferencias que la América haya de celebrar de tiempo en tiempo habrán de ser nuevas etapas que vayan marcando el camino recorrido para alcanzar el ideal que nos ampara y nos alienta.

El Nuevo Mundo, regido por instituciones libres, administrado por gobiernos justos, impulsado por ambiciones nobles, es el terreno más apropiado para ensayar las formas nuevas del derecho futuro ; y debemos esperar que á la creación de este derecho habrán de consagrar todos sus esfuerzos las conferencias pan-americanas.

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS



UANL

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS



